

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA Commune DE BAGNERES DE LUCHON
SEANCE DU 07 JUIN 2022

Compte-rendu affiché en mairie le 14 juin 2022.

L'an deux mille vingt-deux, le sept juin, à dix-neuf heures, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal, en mairie de Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le premier juin deux mille vingt-deux conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales.

M. le Maire rappelle à l'assemblée les dernières mesures sanitaires qui autorisent la présence de public limité pour assister aux séances des conseils municipaux.

Le quorum est fixé au tiers des membres et il est possible pour un élu de disposer de deux pouvoirs.

M. le Maire procède à l'appel des élus,

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, maire, M. Gilles TONIOLO, Mme Catherine DERACHE, M. Michel LERAY, Adjoints au Maire.

Mme Françoise BRUNET LACQUE, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Olivier PERUSSEAU, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Marilyne MIETTE, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.

Mme Sabine CAZES ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.

Mme Michèle BOY ayant donné procuration à M. Olivier PERUSSEAU.

Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.

M. Gérard SUBERCAZE, ayant donné procuration à M. Gilles TONIOLO.

Absent : M. John PALACIN.

Monsieur le maire constate que le quorum est atteint (conformément à l'article L.2121-17 du CGCT et à la réglementation en vigueur au regard de la crise sanitaire COVID19, quorum au tiers).

Monsieur le maire ouvre la séance et propose que madame Marilyne MIETTE soit désignée en tant que secrétaire.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Marilyne MIETTE ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

Monsieur le maire rappelle les procurations :

M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.

Mme Sabine CAZES ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.

Mme Michèle BOY ayant donné procuration à M. Olivier PERUSSEAU.

Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.

M. Gérard SUBERCAZE, ayant donné procuration à M. Gilles TONIOLO.

M. le Maire informe le conseil municipal du changement de nom de Mme DE FARCY DEPONTFARCY en Mme MIETTE officialisé : nouveau tableau du conseil affiché en mairie et transmis en préfecture.

M. le Maire indique à l'assemblée qu'il y a un ajout à l'ordre du jour et des suppressions suite à l'absence de quorum du Comité Technique de ce jour.

1/ Ajout d'un point à l'ordre du jour

Centre équestre : Démarrage exploitation en régie. Il s'agit d'officialiser le démarrage en exploitation en régie municipale puisque la procédure est arrivée à son terme.

2/ Points supprimés suite à l'absence de quorum du CT de ce jour : ensemble des délibérations ressources humaines (Thermes, Ehpad et Ville). Ces points seront repris en conseil municipal la semaine prochaine car le Comité Technique doit se réunir à nouveau et se prononcera sur ces délibérations. Le conseil municipal se tiendra le 16 juin à la même heure et finira de traiter les points RH qui ne pourront pas être abordés aujourd'hui.

3/ N° 29 : Centre équestre et golf : prestation paie et social : supprimée.

4/ N° 38 : Certification PEFC : reportée. Il s'agit d'un label de qualité pour l'exploitation des forêts municipales. Des informations de la part de l'ONF sont encore en attente. Ce point est reporté à la semaine prochaine.

Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

0. ACCEPTATION D'AJOUT D'UNE DELIBERATION A L'ORDRE DU JOUR

Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire indique aux élus qu'il convient d'ajouter 1 délibération à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

- Centre équestre : démarrage exploitation en régie.

M. le Maire propose aux élus d'approuver l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour et précise que s'ils acceptent, la délibération sera examinée en fin de séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ajout du point à l'ordre du jour selon les modalités exposées en séance.

Affaires thermales

Affaires générales

1. MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA LISTE DE SOINS DE LA CURE DECOUVERTE RH

Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire informe l'assemblée délibérante que suite à l'ouverture du service Vaporarium le 02 mai 2022 et pour une optimisation du parcours des soins du curiste, il est proposé de modifier comme suit la composition de la liste des soins de la cure découverte RH : application de boue/bain/Vaporarium/piscine de relaxation au lieu d'application de boue/bain/douche au jet/vapeurs dirigées, sans modification du tarif de 60 € qui avait été fixé lors de la délibération N°DEL20210175 du Conseil Municipal du 22 décembre 2021.

M. le Maire précise que le conseil d'exploitation des thermes a donné un avis favorable.

Mme Michèle CAU demande si les soins seront accessibles l'après-midi étant donné que le Vaporarium est ouvert, comme avant

M. le Maire répond que pour l'instant, cela n'est réservé qu'aux curistes et aux personnes qui sont en soin. Il ajoute que l'ouverture du Vaporarium a généré un afflux de réservations et engendrera un besoin de personnel saisonnier en septembre.

Vu l'avis favorable du conseil d'Exploitation des Thermes en séance du 7/6/2022.

M. le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la nouvelle composition de la liste de soins de la cure découverte RH.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la nouvelle composition de la liste de soins de la cure découverte RH selon les modalités exposées en séance.

Mme Michèle CAU s'enquiert du nombre de curistes depuis l'ouverture à aujourd'hui.

M. le Maire répond qu'avec l'accroissement des réservations et en étant optimiste, le nombre de curistes devrait atteindre 7 000. Le mois de septembre s'annonce comme d'habitude très fort. Malgré cette fermeture assez tôt dans l'année, l'estimation initiale devrait être dépassée.

Mme CAU demande si le nombre de curistes à ce jour est connu et si une comparaison avec les années précédentes a été effectuée.

M. le Maire répond qu'au 29 mai, le nombre de curistes est de 1 584, en 2020 il était de 350 et en 2019, il était de 2 880. Il conclut qu'en termes de fréquentation, les Thermes sont à la moitié à ce jour en comparaison avec l'année 2019.

M. Pierre FOURCADET s'enquiert du nombre d'inscriptions à ce jour.

M. le Maire répond que le nombre d'inscriptions à ce jour est de 5 500 et en 2019, qui est le point de comparaison, il était de 8 700. Si ce nombre arrive à 7 000, le redressement aura bien commencé. Le budget a été établi à 6 500 curistes, il sera peut-être nécessaire de le modifier à la hausse.

Ressources humaines

2. OUVERTURE DES POSTES D'AGENTS SAISONNIERS A LA REGIE DES THERMES. Reportée.

Affaires EHPAD ERA CASO

Ressources humaines

3. INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAIL NORMAL DE NUIT. Reportée.
4. INDEMNITES POUR TRAVAIL LE WEEK-END. Reportée.
5. CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS. Reportée.
6. CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS. Reportée.

Affaires communales

Affaires générales

7. REGIME DES DELEGATIONS

REGIME DES DELEGATIONS – COMPTE-RENDU DES DECISIONS INTERVENUES

Rapporteur : M. le Maire

M. Le Maire rappelle aux élus qu'ils ont reçu par voie dématérialisée le régime des délégations.

M. le Maire rend compte aux élus des décisions intervenues dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'autorisation du 23 mai 2020 lui conférant délégation pour assumer la simplification et l'accélération des affaires de la commune.

Au titre du deuxième du texte des délégations au maire :

Ville

- La convention d'occupation temporaire du domaine public, pour un emplacement de 100 m² situé dans le parc thermal des Quinconces à Bagnères de Luchon, passée le 9 mars 2022 avec Monsieur Frédéric DESCOMPS, domicilié 8 boulevard Henri de Gorsse 31110 Bagnères de Luchon, afin d'y exploiter un métier forain « KANGOU JUMP TRAMPOLINE », avec une redevance globale annuelle pour l'année 2022, de 500 €.
- La convention d'occupation temporaire du domaine public, pour un emplacement de 60 m² situé dans le parc thermal des Quinconces à Bagnères de Luchon, passée le 9 mars 2022 avec Monsieur Frédéric DESCOMPS, domicilié 8 boulevard Henri de Gorsse 31110 Bagnères de Luchon, afin d'y exploiter un métier forain « MANEGE D'ENFANTS », avec une redevance globale annuelle pour l'année 2022, de 2,800€.
- La convention d'occupation temporaire du domaine public, pour deux emplacements de 20 m² situés dans le parc thermal des Quinconces et allées des Bains à Bagnères de Luchon, passée en date du 9 mars 2022 avec Monsieur Jean-Eric CAVALLLO, domicilié 17 chemin du Moulin 31110 Saint Mamet, exploitant l'activité Gyropodes, avec une redevance globale annuelle pour l'année 2022, de 500 €.

Au titre du quatrième du texte des délégations au maire :

Ville

- L'annulation de la décision N°DEC20210219 du 30 novembre 2021, concernant le bon de commande à FC PYRO pour le spectacle pyrotechnique du 31 décembre 2021 d'un montant de 10 000 €.

- Le contrat passé avec Luchon Haute Montagne pour la prestation d'une séance découverte d'escalade au Rocher de St Mamet ou à la salle d'escalade selon les conditions météo pour 8 enfants le lundi 25 avril dans le cadre de la programmation des animations sportives et de loisirs durant la période de vacances de Printemps pour un montant de 70, 00 € T.T.C.
- Le contrat de dératisation, désourisaison passé le 4 novembre 2021 avec la Société 3C Protection domiciliée 16 route d'Agde 31500 TOULOUSE, pour l'année 2022 et pour un montant de 1428,14€ HT soit 1713,79€ TTC.
- Le contrat passé avec Jean-Marc De Polo, Pro du Golf de Luchon, pour une prestation d'une initiation au golf pour un groupe de 8 joueurs le mercredi 27 avril 2022 dans le cadre de la programmation des animations sportives et de loisirs durant les vacances de printemps pour un montant de 192,00 € T.T.C.
- L'avenant N°1 au marché à procédure adaptée de travaux relatif à la mise en place de clôtures et portails à l'aérodrome de Luchon, avec la Société Nouvelle Rougé Seguela – Chemin Tribune – Pradettes – 31 110 Moustajon portant le montant du marché à 73 350,00 euros HT soit 88 020,00 euros TTC.
- L'avenant N°2 au marché à procédure adaptée de maîtrise d'oeuvre relatif aux travaux de sécurisation de l'approvisionnement en eau minérale naturelle, avec ANTEA GROUP – Diapason bâtiment B – Rue Jean Bart – 31 670 Labège portant le montant de la tranche ferme du marché à 107 020,00 euros HT soit 128 424,00 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée de maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie des bâtiments communaux– Lot N°2 – EHPAD Era Caso avec l'entreprise CEMIS – bâtiment Régent Park II – 2460 Voie l'Occitane – 31676 LABEGE pour un montant de 7 764,00 euros HT soit 9 316,80 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée de maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie des bâtiments communaux– Lot N°3 – Casino municipal avec l'entreprise CEMIS – bâtiment Régent Park II – 2460 Voie l'Occitane – 31676 LABEGE pour un montant de 4 722,00 euros HT soit 5 666,40 euros TTC.
- La convention avec l'association Pyrénées Breizh pour l'organisation du 7ème Festival Pyrénées Breizh Luchon qui s'est déroulé du 29 avril au 1er mai 2022.
- Le contrat passé avec Aline Cantaloup pour une prestation de deux séances de yoga le mardi 26 avril et jeudi 5 mai pour un groupe de 12 personnes dans le cadre de la programmation des animations sportives et de loisirs durant les vacances de Printemps pour un montant de 90,00 € T.T.C.
- Le contrat d'engagement avec Batuc'fanfar'Brass-Band pour leur prestation musicale pendant « Luchon en fleurs », qui aura lieu le 20 août 2022 pour un montant de 2265€ + repas.
- Le contrat d'engagement avec Band'Arnac pour leur prestation musicale pendant « Luchon en fleurs », qui aura lieu le 20 août 2022 pour un montant de 1400€ + repas.

- Le contrat d'engagement avec A Bisto de Nas pour leur prestation musicale pendant « Luchon en fleurs », qui aura lieu le 20 août 2022 pour un montant de 1900€ + repas.
- Le contrat d'engagement avec la Banda La Clau pour leur prestation musicale pendant « Luchon en fleurs », qui aura lieu le 20 août 2022 pour un montant de 2000€ + repas.
- Le contrat d'engagement avec la Banda 33 Blaye pour leur prestation musicale pendant « Luchon en fleurs », qui aura lieu le 20 août 2022 pour un montant de 2500€ + repas.
- Le contrat d'engagement d'artistes du spectacle avec l'Orchestre Columbia pour leur prestation musicale pendant « Luchon en fleurs », qui aura lieu le 20 août 2022 pour un montant de 3000€ de frais généraux + 1480.37€ frais de Guso (montant approximatif au jour de la signature) + repas.
- Le marché à procédure adaptée relatif à l'achat de matériels d'entretien des terrains sportifs pour le stade et le golf (un défateur, un regarnisseur et un aérateur/décompacteur) avec la société Solvert – Z.I. de la Glacière – 13, impasse Pierre CAMO – CS 22405 – 31 086 TOULOUSE CEDEX 2 pour un montant forfaitaire de 63 600,00 euros HT soit 76 320,00 euros TTC.
- Le marché à procédure adaptée relatif à la réalisation de travaux de terrassement et d'aménagement des abords de la télécabine phase 1 avec la Société Nouvelle Rouge Seguela – Chemin de la Tribune – Pradettes – 31 110 Moustajon pour un montant forfaitaire tranche ferme de 115 905,00 euros HT soit 139 086,00 euros TTC et tranche optionnelle de 11 845,00 € HT soit 14 214,00 € TTC. Le montant total du marché s'élève à 127 750,00 € HT soit 153 300,00 € TTC.
- Le contrat passé avec l'Association Parallèle pour la prestation d'animations de deux séances de cardio et de gym ball pour 20 personnes dans le cadre de la programmation des animations sportives et de loisirs durant les vacances de Printemps pour un montant de 70,00 € T.T.C.
- La convention pluriannuelle de pâturage, passée en date du 28 janvier 2022 avec Monsieur Sébastien GIMENO, représentant le Syndicat Pastoral Bovins, Ovins et Equins du CampsaureCouradilles et Pesson, domicilié 8 avenue Lachapelle à Bagnères de Luchon, exploitant les pâturages, avec une redevance globale annuelle pour l'année 2022 de 2102,68€.
- La mission donnée à la société EXOAU (5 rue de Condé-CS 11030-33081-Bordeaux Cedex) pour une mission de prestation d'assistance technique informatique.
 - Cartographie du réseau et des applicatifs,
 - Analyse des risques et priorisation des mises à niveau,
 - Présentation de l'état des lieux et des solutions.

Intervention de 2 personnes sur site, les 7 et 8 avril 2022, pour un montant de 4 200,00€ HT soit 5 040,00 TTC.

- Dans le cadre de l'organisation de l'exposition « Albert 1er, prince de Monaco, et les Pyrénées (1878-1921) » qui aura lieu du 15 juin au 15 septembre 2022 au casino de Luchon, la Commune a sollicité le prêt d'œuvres auprès du Palais princier de Monaco pour lequel une convention est passée entre les deux parties

La Commune prend en charge les frais d'emballage et de transport aller-retour pour un montant de 16484€ ainsi que la prime d'assurance contractée par le propriétaire pour un montant de 600€.

THERMES

- Le contrat avec ArcaGée, Société de conseil en géomatique et intelligence environnementale, 9 rue Marcel Cachin, 33130 Bègles, pour l'assistance au suivi annuel de la ressource thermique (Télésurveillance des Forages) pour l'année 2022 pour un montant annuel de 10 000.00 € HT soit 12 000.00 € TTC.
- Dans le cadre des compléments de cure « fibromyalgie » le remplacement des séances de lit hydromassant et de massage par des séances de douches au jet ou de vapeurs dirigées selon prescription médicale, en raison de problèmes de disponibilités, pour la session du 07 au 26 mars 2022.
- Le contrat de location de fontaines à eau passé avec la société SUD OUEST DISTRIBUTION AUTOMATIQUE (Sarl S.O.D.A.) 3 rue Paul Charrier- 31110 TOULOUSE – concernant la location de deux fontaines à eau. Le contrat est conclu pour la période du 07 mars au 15 octobre 2022 pour un montant total de 720.00 € HT soit 864.00 € TTC, soit une redevance mensuelle de 90.00 € HT soit 108.00 € TTC.
- Le contrat d'exploitation et de maintenance de distributeurs automatiques passé avec la société SUD OUEST DISTRIBUTION AUTOMATIQUE (Sarl S.O.D.A.) 3 rue Paul Charrier- 31110 TOULOUSE – concernant trois distributeurs automatiques de boissons en gobelet installés en dépôt gratuit. Le prix de vente des boissons en gobelet au monnayeur est de 0.50 € TTC. Le contrat est conclu pour la période du 07 mars au 15 octobre 2022.
- Le contrat passé pour l'assistance, la maintenance, l'entretien, le dépannage et les corrections du progiciel ODYSSEE avec la Société SIGMA (42 rue de la Brunaude – 81800 COUFOULEUX). Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2022 pour un montant annuel de 3 763.72 € HT soit 4 516.46 € TTC, hors intervention sur site pour formation et analyse et programmation (850.00 € HT soit 1 020.00 € TTC).
- Le marché à procédure adaptée de maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie des bâtiments communaux– Lot N°1 – Etablissement thermal avec l'entreprise CEMIS – bâtiment Régent Park II – 2460 Voie l'Occitane – 31676 LABEGE pour un montant de 7 140,00 euros HT soit 8 568,00 euros TTC.
- La convention passée pour la collaboration avec Madame Aurélie MERCIER, Sophrologue diplômée, demeurant 4 rue Louis Aragon 31110 Bagnères de Luchon, sous forme de prestations d'activités physiques collectives, avec la Régie des Thermes dans le cadre du programme complémentaire spécifique aux cures thermales « Fibromyalgie ». La prestataire animera des séances d'encadrement d'activités physiques collectives du 11 avril au 15 octobre 2022.
- Le contrat passé avec la société SPIE ICS – 08 rue Jules Védrières – 31045 TOULOUSE- pour la maintenance téléphonique TOIP MITEL des équipements de l'Etablissement Thermal, pour un montant total de 2 377.00 € HT soit 2 852.40 € TTC, à compter du 1^{er} mars 2022 jusqu'au 31 décembre 2022.

Au titre du sixièmement du texte des délégations au maire :

- Le contrat d'assurance pour l'Aérodrome avec la REUNION AERIENNE représentée par la MMA. Le montant annuel pour l'année 2022 étant de 2864€.
- L'acceptation de l'offre de règlement de 67 132,00 € par la SMACL ASSURANCES, TSA 6721179060 NIORT CEDEX 9, concernant le sinistre incendie total du 23 mars 2019 de l'ancienne salle de danse du Quai Filholl à Bagnères-de-Luchon.

Au titre du septième du texte des délégations au maire :

- Il est institué auprès du Budget Annexe de la Ville de Bagnères de Luchon — Golf Municipal de Luchon, une régie de recettes.
Cette régie est installée au Golf de Bagnères de Luchon. La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.
Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 40 000 €.
La régie fonctionne avec un compte Dépôt de Fonds au Trésor.
- Il est institué une régie de recettes du service Animation de la Commune de Bagnères de Luchon. Cette régie est installée à la Mairie de Bagnères de Luchon. La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre. Un compte DFT est ouvert auprès de la DGFiP.
Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

Au titre du neuvième du texte des délégations au maire :

- Le don de monsieur Eric AZEMAR maire de Bagnères de Luchon, d'un fusain et encre représentant une vue de l'Allée d'Etigny depuis la place de l'église, d'une dimension de 45 x 32 cms et encadré. Œuvre réalisée par Edouard LOUPOT en date du 07/10/1894 et dédiée au maire de Bagnères de Luchon, Pierre AZEMAR.
Le don de monsieur Eric AZEMAR maire de Bagnères de Luchon, d'une affiche intitulée « cahier des charges imposées au fermier des eaux thermales et minérales de Bagnères de Luchon, d'une dimension de 47 x 62cms et encadrée. L'affiche est datée du 10/11/1847 et signée par le Président de la commission municipale, Pierre AZEMAR.
- Le don d'une affiche encadrée, par Madame Denise SIMONET demeurant 62 rue Boussinesq 51200 REIMS. Grand Prix de l'Elégance sur la neige à Superbagnères années 1947-1948. Affiche rentrée le 26 avril 2022.

Au titre du onzième du texte des délégations au maire :

- Maître Thierry GROSSIN-BUGAT, membre de la société **SELAS ELIGE, inscrit au Barreau de Bordeaux**, domicilié 70 rue de l'Abbé de l'Epée à *Bordeaux (33000)*, est missionné afin d'assurer la défense des intérêts de la Commune devant le tribunal Judiciaire de Saint-Gaudens pour l'assignation en référé présentée à la requête de Mme Giovanna Claudia COSTA et M. Almar ORUNA suite à la vente d'un bien immobilier par la Commune de Bagnères-de-Luchon et un litige en découlant. La prestation de l'entreprise mandatée pour éradiquer le mûre n'ayant pas été réalisée correctement.
La rémunération de la mission est fixée sur la base du taux horaire de : 210€ HT, hors frais de déplacements éventuels.

Monsieur le maire propose au conseil municipal de prendre acte.

Questions des élus

Mme CAU demande, au titre du onzièmement, quel bâtiment a été impacté par le mэрule.

M. le Maire répond que la villa du Bosquet qui a été vendue a été impactée et que des traitements ont été effectués.

Mme Michèle CAU demande si les traitements ont fonctionné.

M. le Maire répond que cela n'a pas été totalement éradiqué.

Mme Michèle CAU indique qu'un don de dessin au fusain et à l'encre de M. Édouard LOUPOT a été effectué. Elle demande qui est M. Édouard LOUPOT en précisant qu'elle n'a trouvé aucune information concernant cette personne.

M. le Maire répond que, s'il ne se trompe pas, M. Édouard LOUPOT est l'architecte qui a conçu les plans de l'église, il ajoute qu'il s'agit d'un fusain qui date de 1870.

Mme Michèle CAU demande s'il serait possible de le voir.

M. le Maire le confirme.

Mme Michèle CAU demande s'il sera au musée sachant que ce dernier sera fermé.

M. le Maire répond que pour le musée ce sera difficile, il faudra attendre un peu.

Le conseil municipal prend acte.

8. CONVENTION TRIPARTITE AVEC METEO FRANCE ET L'AEROCUB

Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire propose à l'assemblée le renouvellement de la convention Météo France entre Météo France, L'hébergeur bailleur (l'Aéroclub de Luchon) et l'hébergeur Propriétaire (la Commune de Bagnères de Luchon).

Météo-France doit implanter sur le territoire national des stations d'observation de surface et en conséquence, faire appel à des hébergeurs. Pour valoriser le concours du bailleur aux missions de l'Etablissement, Météo-France met gratuitement à sa disposition les données de la station hébergée.

La présente mise à disposition est consentie et acceptée pour une durée de 3 ans qui commencera à courir le 01 novembre 2020. A l'issue de la période contractuelle, la convention peut être renouvelée tacitement (deux fois au maximum) pour une période équivalente.

La Mairie de Bagnères-de-Luchon met à la disposition de Météo-France un terrain de 150 m² environ à prélever suivant le plan connu des parties dans la parcelle de terrain cadastrée section AB numéro 99 lieu-dit « Aérodrome de Bagnères de Luchon » d'une contenance totale de 16249 m², tel que ce terrain figure délimité par un liseré rouge sur le plan joint en annexe n°1.

Le bailleur autorise Météo-France à édifier sur le terrain les infrastructures nécessaires et procéder à tous les aménagements qu'il jugera convenables à l'installation d'une station automatique.

Le bailleur garantit l'accès aux installations au personnel de Météo-France ou habilité par Météo-France pour les actions de maintenance et de classification.

Le bailleur s'engage à soutenir les actions éventuelles de Météo-France pour assurer la préservation du classement du site.

A titre de prestation complémentaire à la mise à disposition du terrain, le bailleur s'engage à entretenir le terrain loué (couper régulièrement l'herbe et élaguer les végétaux qui pourraient gêner les mesures).

La prestation est réalisée à titre gracieux.

M. le Maire rappelle qu'une station météorologique est installée dans l'enceinte de l'aérodrome depuis plusieurs années et que la convention a pris fin en novembre 2020. Cette convention n'a pas été renouvelée jusqu'à présent car des questions concernant des modifications d'implantation de bâtiments se sont posées et n'ont été résolues que récemment. Aucune modification ne sera apportée sur le terrain de l'aérodrome, la station météorologique peut donc rester au même endroit. Il propose de renouveler cette convention pour trois ans sur les bases déjà en vigueur. L'accès au terrain sera donc laissé à Météo France et la convention devra être renouvelée en novembre 2023.

M. le Maire demande aux élus s'ils ont des questions, des commentaires.

M. Olivier PERUSSEAU demande si ce service est gratuit pour Météo France.

M. le Maire répond que la Commune ne reçoit aucune rétribution.

M. Olivier PERUSSEAU demande si c'est la pratique.

M. le Maire confirme que c'est ce qui se pratique partout et au niveau de la Commune jusqu'en novembre 2020.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, autorise le maire à signer la convention présentée en séance.

9. CONVENTION POUR LA MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES AUTOMOBILES

Rapporteur : M. le Maire

Délibération transmise au contrôle de légalité le 10/06/2022

Affichée en mairie le 10/06/2022

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'à l'occasion de diverses manifestations organisées tout au long de l'année dans la commune, le stationnement des véhicules automobiles est interdit par arrêté municipal sur certaines voies.

Il arrive que des véhicules, malgré l'interdiction, se trouvent en stationnement le jour des dites manifestations. Ils peuvent représenter un danger pour les usagers ainsi que pour le déroulement de ces manifestations.

Par ailleurs, tout au long de l'année, des véhicules, en raison de leur état, de leur stationnement gênant ou abusif, sont également à l'origine de problèmes de circulation et de stationnement.

M. le Maire indique qu'une convention avait été conclue avec « le garage YC AUTO, Castéran » afin que ce dernier procède à la mise en fourrière des voitures en infraction. Cette convention est arrivée à terme, et le nouveau gérant de cette société ne souhaite pas la renouveler.

Après consultation des différents garages équipés pour l'enlèvement de véhicules sur notre secteur géographique, un seul d'entre eux est en possession de matériel de remorquage adapté (enlèvement prévu pour les véhicules légers, 4x4, camping-cars) pour assurer ce service pour la Commune de Bagnères de Luchon. Cet établissement est le garage « automobile MECA EXPRESS 31 », représenté par Monsieur BORRULL Loïc situé 16 av de Toulouse, 31110 Bagnères de Luchon.

Une convention fixant les modalités relatives à l'intervention de ce prestataire a été rédigée.

M. le Maire donne lecture de la convention.

M. le Maire précise que le garage percevra la somme de 121,27 euros par enlèvement qui sera à la charge des contrevenants. Les véhicules enlevés seront conduits et déposés dans l'enceinte des services techniques municipaux conformément à l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2016. Un service de fourrière va à nouveau fonctionner dans la Commune de Bagnères-de-Luchon.

M. Pierre FOURCADET demande s'il y a assez de place pour contenir les véhicules aux services techniques.

M. le Maire répond qu'avec 200 véhicules, cela pourrait être juste, il va falloir voir au fur et à mesure, peut-être faudra-t-il créer un parking à étage. S'ils ne sont pas réclamés, ils ne resteront pas à la fourrière pendant 50 ans, cela est encadré. S'ils ne sont pas réclamés au bout d'un certain temps, ils seront vendus.

M. le Maire propose aux membres du Conseil Municipal :

- D'approuver cette convention
- D'être autorisé à la signer

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention selon les modalités exposées en séance et autorise le maire à la signer.

10. RENOUELEMENT D'UN GROUPEMENT D'ACHAT D'ELECTRICITE – SDEHG

Rapporteur : M. le Maire

Vu la loi du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité,

Vu le Code de la Commande publique notamment son article 1111-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que les tarifs réglementés de vente de l'électricité pour les puissances supérieures à 36 KVA ont été supprimés depuis le 1^{er} janvier 2016,

Considérant que les tarifs règlementés de vente d'électricité pour les puissances inférieures ou égales à 36 KVA ont été supprimés pour les collectivités, employant plus de 10 personnes et dont la dotation

globale de fonctionnement et les recettes des taxes et impôts locaux dépassent 2 millions d'euros, depuis le 1^{er} janvier 2021,

Considérant que le regroupement des acheteurs publics d'électricité est un outil qui, non seulement, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais, également, assure une maîtrise de leur budget d'énergie,

Considérant que le SDEHG actualise son groupement de commandes pour l'achat d'électricité auquel les collectivités et établissements publics du département peuvent être membres,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité jointe en annexe de la présente délibération,

M. le Maire précise que le SDEGH est le syndicat départemental d'électrification de la Haute-Garonne qui est en charge de l'électrification des communes. Ce syndicat met en place des groupements d'achat pour faire bénéficier aux communes, qui le souhaitent, des tarifs dégressifs. Il propose aux communes de rejoindre facultativement le groupement et c'est aux communes de voir si les tarifs sont avantageux pour elles ou non. Il propose donc de rejoindre ce groupement pour l'achat d'électricité. Il va négocier des tarifs auprès des nombreux fournisseurs qui existent.

M. le Maire ajoute qu'il n'a pas le montant des dépenses annuelles de la Commune en termes d'électricité.

M. Michel LERAY demande si l'achat groupé signifie que la Commune s'engage à acheter sur les contrats négociés.

M. le Maire explique que le syndicat recherche des tarifs qu'il va proposer aux différents adhérents au groupement. L'adhérent peut accepter ou refuser. Il s'agit d'une démarche volontaire de la part du syndicat de chercher des tarifs pour les communes et qui peuvent convenir à ces dernières ou pas.

M. Michel LERAY demande s'il s'agit d'une recherche d'informations.

M. le Maire le confirme en ajoutant que cela n'engage à rien. Il s'agit d'un service offert par le syndicat.

M. Pierre FOURCADET s'enquiert de la durée d'engagement de la Commune dans le cas d'une souscription.

M. Le Maire répond qu'il s'agit d'une souscription de fourniture électrique.

M. Michel LERAY indique que c'est résiliable avec un préavis de trois mois.

M. le Maire répond qu'il s'agit uniquement de rechercher un fournisseur et un tarif, le meilleur marché que le syndicat pourra trouver. Si cela ne convient pas à la commune, la proposition ne sera pas acceptée.

M. Michel LERAY conclut que la Commune sera libre de souscrire ou pas.

M. le Maire le confirme. Le syndicat apportera une information concernant les contrats qu'il trouvera. Il ajoute que quasiment toutes les communes de la Haute-Garonne participent à ce groupement.

M. le Maire propose de passer au vote.

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante, décide, à l'unanimité :

- D'adhérer au groupement de commandes et d'accepter les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité, annexée à la présente délibération,

- D'autoriser le maire à signer la convention d'adhésion,
- D'autoriser le représentant du SDEHG, coordonnateur du groupement, à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la collectivité.

11. DEMANDE DE SUBVENTION POUR CONSERVATION ET RESTAURATION D'UNE TABLE A JEU EN BOIS

Rapporteur : M. le Maire

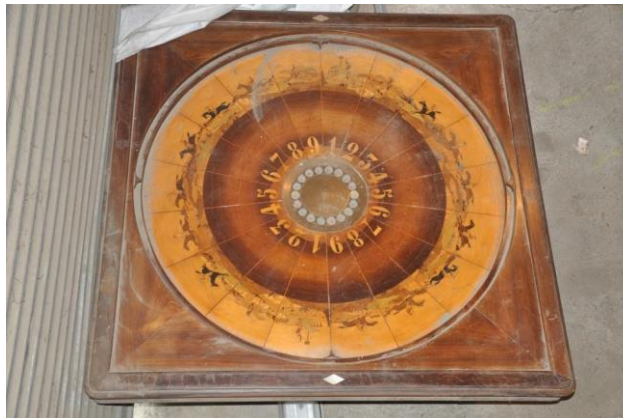
M. le Maire propose à l'assemblée délibérante la restauration de la table à jeu en bois, stocké actuellement dans un entrepôt de la Ville.

Une demande de déclaration préalable à travaux, ainsi qu'un dossier préalable de subvention ont été déposées auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie. Une demande est en cours auprès de la fondation du patrimoine.

Le montant des travaux s'élève à 4 016 € HT, le montant de la subvention DRAC peut représenter 25% du montant des travaux, soit 1 004 €.

Le montant des travaux datant de 2020, celui-ci est susceptible d'évoluer en fonction de l'indice d'inflation des prix.

Les travaux seront suivis par Ariane DOR, conservatrice des monuments historiques, dans le cadre du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur le patrimoine protégé au titre des monuments historiques.



DESCRIPTIF : hauteur 0,76 m; largeur/longueur 1,70 m

Table à jeu façonnée pour le casino de la Ville afin de pratiquer le jeu de la boule appelée aussi petite roulette. Elle est constituée d'un plateau avec une ceinture en ressaut entièrement moulurée et aux angulaires arrondis. Le dessus se décompose en un vaste cercle concave décoré d'une marqueterie composée de bois essentiellement exotiques avec au centre un élément en laiton (ou bronze) avec cavités pour le logement de la boule, le motif central (étoile) est lacunaire. Cette marqueterie présente 18 parties ou tranches égales séparées par un filet. Autour du motif métallique est placé une série de chiffres de 1 à 9 répétée deux fois en opposition et la frise haute présente une course de cavaliers sur chevaux dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.

Enfin, en limite du cercle, deux hauteurs de gradin servent à l'envoi de la boule avec butées opposées. Sur chaque coin est placé une surface plate avec un frissage, ces plages servant d'amortissement entre le plan circulaire et le plan carré extérieur.

Le piétement est constitué de quatre pieds gainés et tournés, ils sont sculptés de godrons et de cannelures reliés par une ceinture moulurée et décorée de pointes de diamant et de cannelures.

Datation : les techniques de construction et surtout les décors appartiennent au style appelé HENRI II (néo seconde renaissance française) qui a été utilisé du milieu XIXe jusqu'en 1914 correspondant au début de l'industrialisation, et donc à la fabrication en série. Une petite plaque de laiton définissant le constructeur est clouée sur deux côtés (*photo 2*)



Nature des bois : la marqueterie est faite d'une multitude de bois exotiques, une identification des essences essaiera d'être effectuée dans nos ateliers, mais restera hypothétique compte tenu des teintes et des transformations de couleur dû aux U.V.

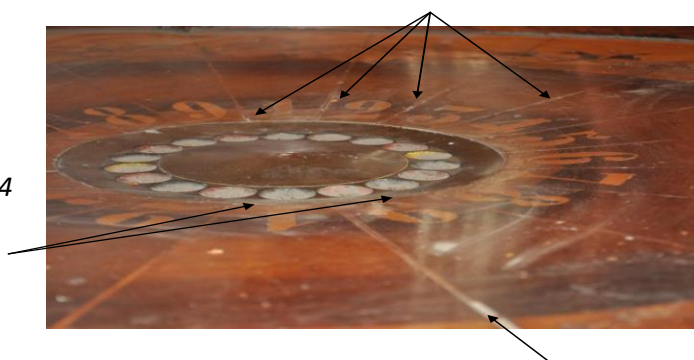
Le piétement massif semble être en palissandre d'Asie.

Constat d'état : l'état général reste médiocre et son environnement de stockage inapproprié.

- L'ensemble est recouvert de poussières et de salissures diverses (*photo3*)
- Aucune attaque d'insectes xylophages n'a été détectée sur les parties visibles lors de notre passage
- Lacune moulurée sur le bandeau d'encadrement sur le côté droit
- Soulèvements de placage en partie centrale autour du motif métallique (*photo 4*)
- Nombreuses lacunes et soulèvements de filets (séparation des tranches) (*photo 4*)



Photo 4



M. le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la demande de subvention relative à la restauration de la table de jeu telle que précédemment explicitée.

M. le Maire explique qu'il s'agit d'une table à jeu du casino identifiée par la DRAC. Le seul atelier de restauration de ce genre de table en bois marqueté fermera ses portes cette année. Si le conseil municipal souhaite restaurer cette table, il faut l'effectuer maintenant car il sera difficile de le faire par la suite. La DRAC insiste beaucoup sur la restauration de cette table. L'atelier a fourni un devis à 4 000 euros hors taxes et la Commune sera subventionnée par l'État à hauteur de 25 % au minimum, soit 1 000 euros. La rénovation de cette table à jeu du casino coûtera un peu plus de 3 000 euros net. Cette table est la sœur jumelle de celle qui est exposée dans le hall.

Mme Michèle CAU demande si c'est celle qui se trouvait à l'étage dans le salon tunisien.

M. le Maire confirme que c'est celle qui se trouvait à l'étage et qui est aujourd'hui protégée aux ateliers et qui n'est pas conservée dans de bonnes conditions. Il s'agit d'une table de boule.

M. Michel LERAY s'enquiert du lieu dans lequel elle sera entreposée une fois qu'elle sera restaurée.

M. le Maire répond qu'elle sera conservée dans un lieu adapté à sa conservation, probablement au casino. Il serait logique qu'elle y retourne.

M. le Maire demande aux élus s'il y a d'autres questions et propose de passer au vote

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la demande de restauration de la table de jeu selon les modalités exposées en séance.

12. MODALITE DE PUBLICITE DES ACTES

Rapporteur : M. le Maire

Vu l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} juillet 2022,

Vu l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Vu le décret n° 2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

M. le Maire rappelle au conseil municipal que les actes pris par les communes (délibérations, décisions et arrêtés) **entrent en vigueur dès qu'ils sont publiés pour les actes réglementaires et notifiés aux personnes intéressées pour les actes individuels et, le cas échéant, après transmission au contrôle de légalité.**

A compter du 1^{er} juillet 2022, par principe, pour toutes les collectivités, la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel sera assuré sous forme électronique, sur le site Internet de la collectivité.

Cependant, les communes de moins de 3 500 habitants bénéficient d'une dérogation.

Pour ce faire, elles peuvent choisir, par délibération, les modalités de publicité des actes de la commune :

- soit par affichage ;
- soit par publication sur papier ;

- soit par publication sous forme électronique.

Il est précisé que ce choix pourra être modifié ultérieurement, par une nouvelle délibération du conseil municipal. A défaut de délibération sur ce point au 1^{er} juillet 2022, la publicité des actes se fera exclusivement par voie électronique dès cette date.

M. le Maire indique que la Commune souhaite poursuivre son engagement dans la dématérialisation. Toutefois, la mise en œuvre des modalités de publicité des actes par cette voie requiert un travail de préparation avec les différents services pour avoir une vision globale et complète des contraintes et des besoins.

Les aspects techniques sont également à finaliser en interne.

Enfin, M. le Maire indique aux élus qu'à ce jour, les conditions de publication sous forme électronique restent à connaître car elles seront fixées par décret à venir d'ici le 01/07/2022.

Il s'agira « probablement » du type d'architecture informatique du support, du cryptage des documents, de la durée de présence sur le site etc....

Aussi,

Considérant la nécessité de maintenir une continuité dans les modalités de publicité des actes de la Commune afin :

d'une part,

- de faciliter l'accès à l'information de tous les administrés,

et d'autre part,

- de se donner le temps d'une réflexion globale sur l'accès dématérialisé à ces actes.

M. le Maire propose au conseil municipal de choisir la modalité suivante de publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel :

Du 01/07/2022 au 31/12/2022 :

- Publicité par affichage, hall de la mairie.

A compter du 01/01/2023 :

- Publicité sous forme électronique sur le site de la commune.

M. le Maire indique qu'une loi oblige les communes, sans délibération du conseil municipal, à dématérialiser la totalité de leurs actes tels que les permis de construire, les arrêtés municipaux, les décisions, affichés aujourd'hui au format papier dans le hall de la mairie au 1^{er} juillet. Les services ne pourront pas absorber cette masse soudaine de travail d'organisation. Il propose de conserver le système d'affichage au format papier dans le hall de la mairie pour se préparer et être prêt au 1^{er} janvier à passer l'ensemble des actes sur internet. Cela permettra aussi d'exposer certains arrêtés ou décisions qui sont plus importants que les autres mais la majorité de ces actes sera consultable sur un site dédié au 1^{er} janvier. Le décret n'a pas encore donné toutes les précisions concernant l'organisation de cette dématérialisation, il est donc prématuré de l'effectuer pour le 1^{er} juillet.

Mme Florence PAVONE ajoute qu'un décret complètera à la fin du mois ce qui a été décidé par la loi et il s'agira des modalités techniques, telles que l'encodage, sur lesquelles il faudra travailler. Un travail de transversalité entre les services pour la mise en ligne est nécessaire à cause des délais de publication en ce qui concerne les arrêtés d'urbanisme et ceux de la police municipale. Il faut trouver

une procédure sécurisante d'un point de vue juridique. Les administrés qui viennent régulièrement dans le hall pour consulter les actes doivent aussi être préparés : si du jour au lendemain, les actes ne sont plus affichés, cela sera brutal même si la communication est effectuée à travers les écrans. Il est possible de continuer avec le système actuel du 1^{er} juillet au 31 décembre 2022 et à partir du 1^{er} janvier, la dématérialisation sera prête. La commune a obtenu cette dérogation du fait d'être de moins de 3 500 habitants.

M. le Maire demande aux élus s'ils ont des questions et propose de passer au vote.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide de choisir le mode de publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel tel que ci-après :

Du 01/07/2022 au 31/12/2022 :

- Publicité par affichage, hall de la mairie.

A compter du 01/01/2023 :

- Publicité sous forme électronique sur le site de la commune.

13. DSP EAU ET ASSAINISSEMENT : AVENANTS DE PROLONGATION

Pour mémoire :

SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

Désignation	Date de dépôt en préfecture	Date d'échéance	Objet
Contrat	01/11/1992	31/10/2022	Affermage service de l'eau potable
Avenant n°1	31/12/1999	31/10/2022	Modification des obligations financières à la charge du Fermier
Avenant n°2	25/01/2001	31/10/2022	Transfert du contrat à Lyonnaise des Eaux France
Avenant n°3	17/12/2003	31/10/2022	Mise en place de tranches tarifaires. Actualisation de la rédaction contractuelle. Facturation semestrielle et suppression des dépôts de garantie,
Avenant n°4	01/01/2015	31/10/2022	Confirmation de la date d'échéance initiale du contrat Conditions de réalisation des travaux de remplacement des branchements en plomb par le fermier Conditions de mise en place de compteurs sur certains branchements communaux Acter les évolutions réglementaires liées d'une part à la prévention des dommages causées aux réseaux lors de travaux, pour une autre part au traitement des surconsommations en cas de fuite après compteurs et pour une dernière part à la loi NOME sur la dérégulation des tarifs de l'énergie Mise en place d'une rémunération progressive du Fermier Qualification du contrat en "Contrat pour la Santé de l'Eau"
Avenant n°5	04/07/2018	31/10/2022	Evolutions réglementaires liées à l'application des lois Brottes et Hamon Demande de la collectivité de supprimer 63 branchements en plomb afin de respecter la Directive Européenne du 5/12/1998 et le décret du 20/12/2001 sur les concentrations en plomb dans l'eau distribuée

Les conditions particulières de démarrage :

- Reprise des annuités restantes du service de l'eau (12 144 724 Francs)
- Contribution spéciale (6 000 000 Francs)
- **A la charge du Fermier:**
 - Entretien du périmètre eau potable (production, distribution, recherche de fuites, réparation de fuites, enquêtes, ...) à ses risques et périls
 - Entretien des installations (usine de production et réservoirs) • Renouvellement des compteurs et des branchements (hors programme renouvellement des branchements plomb) • Travaux de renouvellement des équipements pour garantir la continuité de service • Réalisation et financement de travaux spécifiques:
 - Travaux de réalisation de renouvellement de 708 branchements plombs (avenant n°4)
 - Travaux de réalisation de renouvellement de 63 branchements plombs supplémentaires (avenant n°5)
 - Gestion de la relation avec les abonnés (relève des compteurs, facturation, encaissement et recouvrement, accueil téléphonique, traitement des demandes, ...).
 - Rôle de conseil auprès de la collectivité

- Gestion de crise pour limiter les conséquences d'événements significatifs (exemple intempérie en 2013)
- Mise à disposition d'un service d'astreinte 24/7
- **A la charge de la Collectivité :**
- Travaux sur les ouvrages (travaux génie civil, renouvellement des canalisations, étanchéité, mise en sécurité, ...)

Travaux neufs de renforcement et d'extension de réseaux

Travaux de renouvellement des canalisations

Etudes règlementaires (schéma directeur,...)

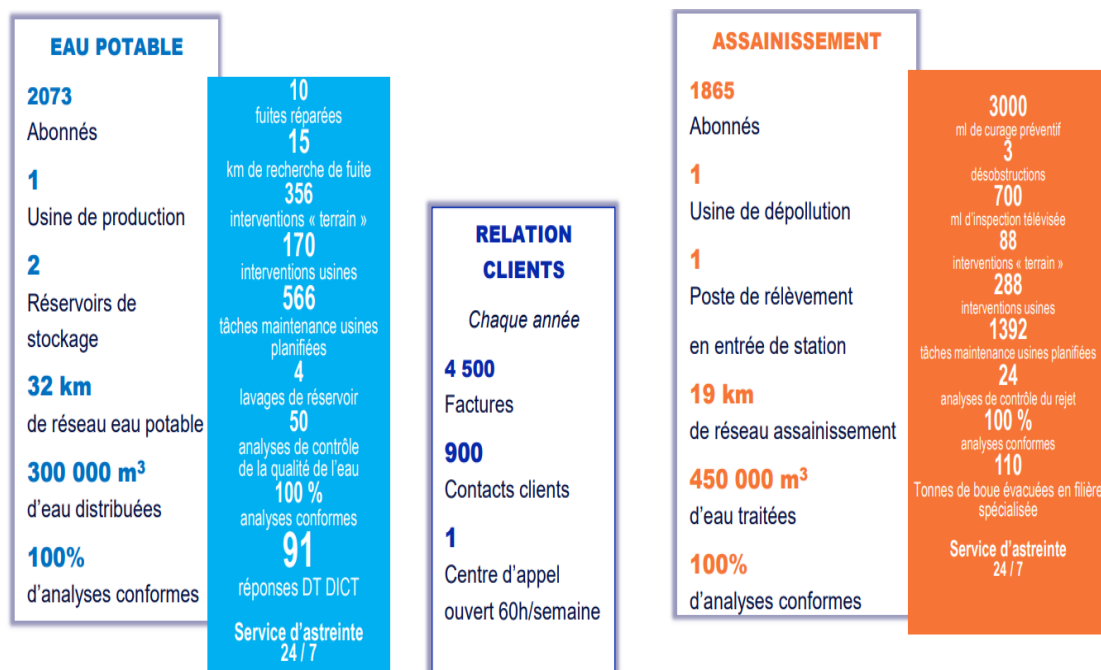
SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	01/11/1992	31/10/2022	Affermage
Avenant n°01	31/12/1999	31/10/2022	Remise en état de nouvelles installations (chaulage de boues)
			Arrêt de versement des annuités par le Déléataire à la Collectivité
Avenant n°02	25/01/2001	31/10/2022	Transfert à LDEF
Avenant n°03	01/01/2015	31/10/2022	Intégration des dernières évolutions règlementaires en termes de réseau
			Confirmation de l'échéance du contrat,
			Confirmation de la garantie de renouvellement aux investissements réalisés par le Fermier
			Adaptation du contrat à la déréglementation de l'énergie (loi NOME)
Avenant n°04	04/07/2018	31/10/2022	Confirmation de l'engagement de la Commune pour la santé de l'eau
			Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif Application des lois Brottes, Hamon et Warsmann

Les conditions particulières de démarrage :

- Reprise des annuités restantes du service de l'assainissement (17 453 310 Francs)
- Contribution spéciale (6 000 000 Francs)
- **A la charge du Fermier:**
- Exploitation du périmètre assainissement affermé (ouvrages et patrimoine enterré)
- Entretien des réseaux publics (désobstructions, curage préventif, inspection télévisée, réparation de casse) • Entretien des installations (poste de relevage et station d'épuration)
- Travaux de renouvellement des équipements pour garantir la continuité de service
- Réalisation et financement de travaux spécifiques :

- Réhabilitation de l'atelier de déshydratation des boues (avenant n°3)
- Installation d'équipements de mesure sur le réseau (avenant n°4)
- Gestion de la relation avec les abonnés (facturation, encaissement et recouvrement, accueil téléphonique, traitement des demandes, ...)
- Rôle de conseil à la collectivité
- Gestion de crise pour limiter les conséquences d'événements significatifs (exemple intempérie en 2013)
- Mise à disposition d'un service d'astreinte 24/7
- **A la charge de la Collectivité :**
 - Travaux sur les ouvrages (travaux génie civil, renouvellement des canalisations, étanchéité, mise en sécurité, ...)
 - Travaux neufs de renforcement et d'extension de réseaux
 - Travaux de renouvellement des canalisations
 - Les études réglementaires (schéma directeur, ...)



Considérant que la crise sanitaire liée au COVID-19 et les mesures restrictives mises en place depuis mars 2020 sur le territoire national, ont entraîné une modification substantielle des conditions de fonctionnement des services d'eau potable et d'assainissement collectifs.

Considérant les écarts significatifs entre les volumes prévus au compte d'exploitation prévisionnel et les volumes comptabilisés pour les années 2020 et 2021.

Considérant que la variation importante des volumes comptabilisés servant aussi d'assiette à la redevance génère des effets sur l'actualisation annuelle du tarif encadrée selon les dispositions contractuelles.

Considérant que La Collectivité et le Fermier se sont rapprochés pour limiter l'impact de l'évolution tarifaire induite par l'ensemble des clauses activables.

Vu le code de la commande en son article R. 3135 qui dispose :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir.

Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.

Vu l'article 38 al 3 du contrat « révision des rémunérations et de leur indexation »

Considérant que la fin du remboursement des annuités relatives aux charges d'investissement prises en charge dans le cadre du Contrat à partir du 31 octobre 2022, permet, dans le cadre d'une prolongation du Contrat de stabiliser les tarifs eau potable et assainissement collectif pour les années 2022 et 2023 et de compenser une partie du déficit de recettes du fermier induite par la non-application des dispositions contractuelles d'actualisation des tarifs.

Vu les éléments présentés, après avis favorable de la commission DSP réunie ce jour,

Monsieur le maire propose au conseil municipal, en application de l'article R 3135 du code de la commande publique, compte tenu du caractère exceptionnel de la situation imprévisible au moment de la signature des contrats et afin de limiter l'impact tarifaire sur l'utilisateur du service public :

- De prolonger la durée initiale des contrats Eau Potable et Assainissement de 14 mois, fixant ainsi un terme au 31 décembre 2023
- D'être autorisé à signer les avenants joints
 - Avenant N°5 assainissement collectif (joint)
 - Terme au 31 décembre 2023
 - Les dispositions du paragraphe 2 « Evolution du tarif de base » de l'article 32 « Rémunération du Fermier » du contrat, modifiées par l'avenant n°4, sont abrogées et remplacées par :
« Les parties conviennent d'indexer chaque année au 1er janvier, la redevance de base Mo définie ci-dessus par application de la formule suivante :

$$M = Mo \times K \times KV1$$

Où K est un coefficient de variation établi à partir des dernières valeurs connues des indices publiés en novembre de l'année n-1 :

$$K = 0,10 + 0,50 (ICHTE) + 0,20 (010534766/0105347660) + 0,10 (FSD1/ FSD10) + 0,10 (TP10.B/TP10.B0)$$

Où KV1 est un coefficient volume permettant d'ajuster le tarif par rapport aux évolutions de volumes prévisionnels de la Commune de Bagnères de Luchon.

Dans le cadre du présent avenant, les parties conviennent de neutraliser les effets d'ajustement du coefficient volume engendré suite aux conséquences de l'épidémie de Covid-19. Pour les années 2022 et 2023, la valeur du coefficient KV1 arrêtée sera équivalente à la valeur retenue pour l'actualisation tarifaire de l'année 2021 soit KV1 = 0,9235.

KV1n sera appliqué au 1^{er} jour du semestre de facturation.

- Avenant N°6 eau potable (joint)
- Terme au 31 décembre 2023
- Les dispositions de l'article 33 « Evolution du tarif de base » du Contrat modifiées par l'article 7 de l'avenant n°5, sont abrogées et remplacées par :
« Evolution du tarif de base » du contrat modifiées par l'article 9 de l'avenant 04 sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

« Les parties conviennent d'indexer chaque année la redevance de base (PF0, R10, R20 et R30) définies ci-dessus par l'application des formules de révision suivantes :

$$PF = PF0 \times K$$

$$R1 = R10 \times K \times KV1$$

$$R2 = R20 \times K \times KV2$$

$$R3 = R30 \times K \times KV3$$

Où K est un coefficient de variation établi à partir des dernières valeurs connues des indices publiés en novembre de l'année n-1: : $K = 0,10 + 0,50 (ICHTE / ICHTE0) + 0,10 (010534766 / 0105347660) + 0,30 (FSD1 / FSD10)$

Où KV1 est un coefficient volume permettant d'ajuster le tarif par rapport aux évolutions de volumes prévisionnels des consommateurs particuliers pour la tranche des volumes allant de 0 à 60 m3 de la Commune de Bagnères de Luchon.

Dans le cadre du présent avenant, les parties conviennent de neutraliser les effets d'ajustement du coefficient volume engendrés suite aux conséquences de l'épidémie de Covid-19. Pour les années 2022 et 2023, la valeur du coefficient KV1 arrêtée sera équivalente à la valeur retenue pour l'actualisation tarifaire de l'année 2021 soit $KV1 = 1,0822$.

KV1n sera appliqué au 1^{er} jour du semestre de facturation.

Où KV2 est un coefficient volume permettant d'ajuster le tarif par rapport aux évolutions de volumes prévisionnels des consommateurs particuliers pour la tranche des volumes supérieurs à 60 m3 de la Commune de Bagnères de Luchon.

Dans le cadre du présent avenant, les parties conviennent de neutraliser les effets d'ajustement du coefficient volume engendrés suite aux conséquences de l'épidémie de Covid-19. Pour les années 2022 et 2023, la valeur du coefficient KV2 arrêtée sera équivalente à la valeur retenue pour l'actualisation tarifaire de l'année 2021 soit $KV2 = 1,1025$.

KV2n sera appliqué au 1^{er} jour du semestre de facturation.

Où KV3 est un coefficient volume permettant d'ajuster le tarif par rapport aux évolutions de volumes prévisionnels des autres consommateurs (communaux, Thermes et gros consommateurs) de la Commune de Bagnères de Luchon.

Dans le cadre du présent avenant, les parties conviennent de neutraliser les effets d'ajustement du coefficient volume engendré suite à la mise en place de mesures restrictives à la suite de l'épidémie de Covid-19 sur le territoire national. Pour les années 2022 et 2023, la valeur du coefficient KV3 arrêtée sera équivalente à la valeur retenue pour l'actualisation tarifaire de l'année 2021 soit $KV3 = 0,7834$.

KV3n sera appliqué au 1^{er} jour du semestre de facturation.

En application de l'article R 3135 du code de la commande publique, compte-tenu du caractère exceptionnel de la situation imprévisible au moment de la signature des contrats et afin de limiter l'impact tarifaire sur l'usager du service public,

Vu l'avis favorable de la Commission de DSP eau potable du 7 juin 2022,

Vu l'avis favorable de la Commission de DSP assainissement collectif du 7 juin 2022.

M. le Maire rappelle que ce service eau et assainissement est une DSP, une délégation de service public qui a été confiée en 1995 à la société Suez qui en assure l'exploitation et l'entretien. Cette DSP arrive à son terme au 1^{er} octobre 2022.

M. Louis FERRE intervient afin de signaler qu'il s'agit de 1992 et non 1995.

M. Le Maire rectifie en précisant le 1^{er} novembre 1992. Il indique que les facturations d'eau 2022 ne sont pas encore parvenues dans les foyers luchonnais. Il explique que dans ce contrat (de 1992) qui a été amendé cinq fois et dont le dernier amendement en date de 2015 concernait les modalités de calcul du mètre cube. L'équation est assez compliquée, elle dépend de plusieurs paramètres et de chiffres fixes et est principalement fondée sur la consommation. Plus la consommation est stable, voire en augmentation, plus le prix est stable. Si Suez devait constater une baisse importante de la consommation et donc de son chiffre d'affaires, le calcul en vigueur dans la DSP en cours augmente le prix du mètre cube de manière à compenser la perte de son chiffre d'exploitation. À la suite de la pandémie et dans le contexte luchonnais où les piscines, qui consommaient beaucoup d'eau, ne fonctionnaient plus, les thermes n'ont pas consommé beaucoup d'eau, la pandémie a fait venir beaucoup moins de curistes et de touristes, Suez a donc constaté une baisse de consommation d'eau de 29 % en 2020 et d'assainissement de 63 %. L'application mécanique du calcul prévu en cours ferait augmenter la facture d'eau annuelle d'une famille moyenne luchonnaise d'environ 180 euros.

M. le Maire signale que Suez propose, pour l'eau et l'assainissement qui ont le même mode de calcul, de prolonger le contrat d'un an et deux mois, donc jusqu'au 31 décembre 2023, de fixer le prix de l'eau jusqu'en 2023 et de n'ajuster que par rapport au volume constaté en 2021. La baisse de consommation de 2020 a coûté, en termes de chiffre d'affaires, environ 700 000 euros à Suez et la Ville aussi en a aussi souffert puisque la surtaxe eau a diminué. Cela permet à Suez de proposer cette stabilisation du prix de l'eau qui sera « inodore et incolore » pour les Luchonnais. La DSP prenant fin, cette année, les 400 000 euros d'amortissement annuel seront dégagés, cela permet un lissage du prix de l'eau.

M. le Maire explique qu'il existe deux types de consommation : les familles qui consomment moins de 60 mètres cubes d'eau ont un tarif spécial et pour celles qui consomment plus de 60 mètres cubes d'eau, un autre calcul avec les mêmes paramètres est effectué. Si le tarif actuel est appliqué, pour les consommations de moins de 60 mètres cubes, le tarif passera de 1,05 euro à 1,10 euro en 2023, ce qui est acceptable car cela est de 5 centimes par mètre cube. Pour les consommations de plus de 60 mètres cubes qui constituent la majorité des consommations, le tarif contractuel passera de 1,76 euro à 2,07 euros, une augmentation de presque 20 %. Et pour la ville, car il y a un calcul différent, le mètre cube passerait de 1,20€ à 3,70€.

Si la proposition de Suez est appliquée, pour les consommations de moins de 60 mètres cubes, le prix du mètre cube passera jusqu'en 2023 de 1,05 euro à 1,10 euro, cela est garanti sur deux ans. Pour les consommations de plus de 60 mètres cubes, le tarif passera de 1,76 euro à 1,85 euro, donc il s'agit d'une augmentation de 9 centimes par mètre cube contre 30 centimes si la proposition n'est pas acceptée. Pour la Ville, le tarif passe de 1,25 euro à 1,30 euro, donc une augmentation de 6 centimes au lieu de plus de 2 euros.

M. le Maire ajoute que pour la Ville, cela constitue une économie de 140 000 euros et, pour les particuliers, cela constitue une augmentation de 5 centimes ou de 9 centimes par mètre cube.

M. Jean-Christophe GIMENEZ demande s'il existe un moyen de modifier les paramètres pour les consommateurs de plus de 60 mètres cubes.

M. le Maire répond que c'est contractuel, Suez propose de lisser le calcul actuel et cela sera recalculé à la nouvelle DSP.

M. Jean-Christophe GIMENEZ demande s'il est prévu qu'un groupe de travail étudie le sujet.

M. le Maire répond que cela est obligatoire et très encadré par la réglementation. Il faut d'abord qu'un cabinet d'études effectue une étude de l'existant, des recommandations, des forces et faiblesses de la commune. Le conseil municipal a jusqu'au 31 décembre 2023 pour définir le nouveau

mode de gestion du traitement de l'eau et de l'assainissement. Soit la gestion sera confiée à une régie municipale, soit la société Suez sera gardée, soit elle sera confiée au centre de gestion départemental, il existe plusieurs choix. Le deuxième avantage de cette proposition est qu'elle laisse un an et demi pour mieux aborder la complexité de ce dossier.

M. Olivier PERUSSEAU demande si un travail a déjà été entamé.

M. le Maire répond que très peu de travail a été effectué.

M. Olivier PERUSSEAU conclut qu'ils n'ont pas trop le choix.

M. le Maire confirme qu'ils sont assez limités. L'option de cette délibération permettra à Suez de facturer rapidement ce sur quoi elle est en retard et l'avantage pour les Luchonnais qui consomment plus de 60 mètres cubes d'eau est de ne pas avoir une augmentation de plus de 30 centimes par mètre cube mais une augmentation de 9 centimes.

M. Louis FERRE précise qu'il ne comprend pas le propos qui consiste à dire que le conseil n'a pas le choix.

M. le Maire explique que ce n'est pas qu'il n'a pas le choix mais il n'est pas vraiment prêt pour envisager un passage en régie, par exemple, car cela demande une étude.

M. Louis FERRE demande si ne pas avoir le choix signifie que le risque d'être contraint au niveau du cadre existe mais qu'au niveau de l'opérateur, le choix est ouvert.

M. le Maire le confirme et ajoute qu'il existe tout un processus réglementaire à suivre.

M. Louis FERRE indique qu'en optant pour la régie, cela signifierait partir de zéro et cela est d'autant plus complexe.

M. le Maire le confirme. Comme cela est demandé par la réglementation, un cabinet d'étude est en charge de l'étude du cas de la Commune pour les deux hypothèses.

M. le Maire indique donc qu'aujourd'hui, il s'agit d'accepter ou non la prolongation de ce contrat jusqu'au 31 décembre 2023 avec cette modification du calcul. La commission DSP s'est réunie ce matin et a donné un avis favorable à l'acceptation de cette délibération.

M. Olivier PERUSSEAU demande des précisions concernant le travail du cabinet sur le sujet.

Mme Stéphanie DANTES répond qu'il s'agit du cabinet Espelia qui a été créé à l'initiative de l'association des maires de France et qui a été retenu pour effectuer une double étude. La première étude est de savoir si reprendre en régie est possible et sous quelle(s) condition(s) et la deuxième est de connaître la procédure pour renégocier une DSP.

M. Olivier PERUSSEAU s'enquiert de la date à laquelle les études seront rendues.

Mme Stéphanie DANTES répond qu'un rétroplanning, qu'elle n'a plus en tête mais qu'elle peut communiquer, a été établi avec le cabinet avec des réunions et des travaux, des choses qui démarrent pendant l'été, un deadline sur une première partie en septembre et ensuite en novembre pour laisser l'année suivante sur la préparation de la procédure de marché.

Mme Michèle CAU conclut que la Lyonnaise des eaux n'est pas impactée puisque les contribuables vont payer plus cher et la ville de Luchon effectuera une économie de 140 000 euros. Étant donné qu'il s'agit d'une augmentation tarifaire importante pour les contribuables luchonnais, elle demande s'il est possible d'avoir une coupe franche entre le crédit pour la Ville et le débit pour les contribuables.

M. le Maire répond qu'elle parle d'augmentation importante alors que pour les consommations de moins de 60 mètres cubes, l'augmentation est de 5 centimes par mètre cube, donc 60 fois 5 centimes, cela donne 3 euros. Pour les consommations de plus de 60 mètres cubes, la famille moyenne luchonnaise consomme 120 mètres cubes d'eau, si le tarif actuel est appliqué, l'augmentation serait de 180 euros et avec le tarif proposé, ce serait 120 fois 9 centimes.

Mme Michèle CAU pense que même sans l'avenant, sachant que le contrat est prolongé d'un an et deux mois, la situation aurait été la même car les recettes de la Lyonnaise des eaux ont baissé et cette baisse est reportée sur les contribuables.

M. le Maire explique qu'elle peut se permettre cette petite augmentation car elle n'a plus les 400 000 euros.

M. Gilles TONIOLO ajoute que l'augmentation, sans l'avenant, serait supérieure à l'augmentation actuelle pour toutes les consommations.

Mme Michèle CAU indique que la société a baissé par rapport à l'avenant, sachant que le contrat va être prolongé d'un an et deux mois. La hausse qui aurait dû être appliquée a été baissée.

M. le Maire le confirme et ajoute que cela est positif pour les Luchonnais.

Mme Michèle CAU pense que c'est l'avis de M. le Maire.

M. le Maire souligne qu'il est préférable de payer 9 centimes que payer 30 centimes.

Mme Michèle CAU réplique qu'il s'agit quand même d'une augmentation et ajoute qu'aujourd'hui, tout augmente.

M. le Maire explique que le contrat de la DSP est rédigé ainsi.

Mme Michèle rappelle qu'elle a soulevé le problème il y a quelque temps : elle a demandé la raison pour laquelle le premier acompte pour payer l'eau n'a pas été reçu. Elle conclut que la totalité va devoir être payée avec une augmentation. Le fait d'avoir un premier acompte permettait de partager la facture en deux. Elle ajoute qu'elle a contacté la Lyonnaise des eaux mais elle n'a pas eu de résultat.

Mme Stéphanie DANTES précise que Suez s'est engagée à mettre une distance entre les deux facturations pour que le contribuable ne reçoive pas d'un seul coup deux appels à la cotisation.

M. le Maire indique que le fait générateur de cette situation est la crise Covid et la baisse de 30 % de la consommation. Il propose de passer au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 17 voix pour, 1 abstention (M. SUBERCAZE) et 0 voix contre,

Décide de prolonger la durée initiale des contrats Eau Potable et Assainissement de 14 mois, fixant ainsi un terme au 31 décembre 2023.

Autorise le maire à signer les avenants joints à la présente délibération :

- Avenant n° 5 assainissement collectif.
- Avenant n° 6 eau potable.

M. le Maire propose à l'assemblée délibérante d'examiner les points 15 et 16 avant le point 14. Car elle reprend les 2 suivantes, elle a été mal placée chronologiquement dans l'ordre du jour.

L'assemblée accepte ce changement.

15. SUBVENTION D'EQUILIBRE AU BUDGET ANNEXE DES THERMES

Rapporteur : M. le Maire

Délibération transmise au contrôle de légalité le 09/06/2022

Affichée en mairie le 09/06/2022

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que le conseil municipal du 21 avril 2022 a inscrit au budget primitif une subvention exceptionnelle à verser au budget annexe des Thermes à hauteur de 1 025 899.95 € pour pallier la baisse des recettes due à la crise sanitaire de la COVID 19.

Suite au courrier du 14 février 2022 du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités locales, une décision modificative doit rectifier le montant de la subvention d'équilibre au budget annexe des Thermes, correspondant à l'étalement des charges accordé à titre dérogatoire et exceptionnel.

La Commune a sollicité une demande d'autorisation exceptionnelle d'étalement de charges pour un montant de 1 358 000 €.

S'agissant de l'exercice 2021, la régie des Thermes de Luchon a été éligible au dispositif de soutien aux services publics industriels et commerciaux (SPIC) prévu à l'article 26 de la loi n° 2021-953 DU 19 juillet 2021. A ce titre, cette régie a perçu un montant de 426 052 €, comme précisé par l'arrêté du 30 novembre 2021 pris en application de l'article 12 du décret n° 2021-1495 du 17 novembre 2021 relatif au dotations instituées en vue de compenser certaines pertes de recettes subies en 2020 par les services publics locaux.

Le montant de la subvention d'équilibre éligible à l'étalement de charges à titre dérogatoire et exceptionnel devant être inscrit au budget 2022 de la Commune correspond à la différence entre la demande d'étalement de charges de 1 358 000 € et le soutien 2021 à la régie des Thermes de 426 052 € soit 931 948 €.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de verser au budget annexe des Thermes une subvention d'équilibre à hauteur de 931 948 €. Cette subvention fera l'objet de deux mandats en fonction du besoin de trésorerie de la Régie des Thermes.

M. le Maire rappelle qu'en 2021 le budget des Thermes a été déficitaire et cela est passé en conseil municipal plusieurs fois. Le fait que le budget principal abonde le budget des Thermes d'une subvention d'équilibre a été accepté. Le gouvernement, après avoir pris beaucoup de retard, a finalement compensé, en partie, cette subvention d'équilibre versée aux Thermes. Cette subvention est étalée sur cinq ans : au lieu d'être encaissée en une fois sur les comptes, elle est divisée en cinq et étalée sur cinq ans. Maintenant que le montant exact de l'aide de l'État au budget des Thermes est connu, qui est de 426 052 euros, il faut le soustraire au montant estimé qui était de 1 358 000 euros, cela permet un étalement des charges de 931 948 euros à diviser par cinq, ce qui donne 139 000 euros.

M. le Maire indique qu'il s'agit d'acter que l'étalement des charges de la subvention est réduit de 93 000 euros puisque cette dernière passe de 1 025 000 euros à 931 000 euros. Il ajoute que cela a un impact dans la décision modificative car cela dégage 93 000 euros en petites dépenses d'investissements. C'est donc l'application des règles de l'étalement des charges.

M. Louis FERRE demande des explications supplémentaires étant donné que le dossier a beaucoup évolué. Il rappelle que l'étalement des charges a été abandonné.

M. le Maire est étonné.

Mme Stéphanie DANTES indique que c'était en 2021 et que cela a été repris en 2022. En juillet 2021, les services de l'Etat ont envoyé un mail afin d'avertir qu'il serait possible d'étaler la charge de 2021 comme celle de 2020. En décembre, la trésorière a averti que pour cette année ce ne sera pas accepté et qu'il faut annuler l'opération d'étalement de la charge. En février 2022, les services de l'Etat ont adressé un courrier indiquant que la dette 2021 est étalable, ils sont donc revenus sur leur décision d'octobre/novembre 2021 et que la procédure de cette délibération est l'étalement de cette dette 2021 sur le budget 2022 à hauteur de 931 000 euros.

M. Louis FERRE conclut qu'il s'agit bien de la dette 2021.

M. Louis FERRE indique qu'il a essayé de retrouver cela dans les procès-verbaux mais il n'a pas pu vérifier car les membres du conseil ne les ont plus depuis un certain temps. Il ajoute qu'il serait préférable de voter les procès-verbaux de séance comme cela est prévu par la loi. Il souligne qu'il ne parle pas des comptes-rendus mais des procès-verbaux. Il indique qu'il va parler de mémoire : M. le Maire a indiqué que l'étalement des charges n'étant pas possible, cela allait augmenter la dette des Thermes et que donc la Commune bénéficierait alors d'une aide supplémentaire dans le cadre de la loi de finances 2022. Il précise que cela a été évoqué durant une réunion du conseil municipal.

M. le Maire explique que cela concernera le déficit des Thermes en 2022.

M. Louis FERRE conteste en précisant que la loi de finances 2022 concerne l'année précédente.

M. Louis FERRE souligne que cela n'est pas possible car l'aide de 400 000 euros est liée à une loi du 19 juillet 2021, alors que la loi de finances 2022 a été évoquée à l'automne. C'est pour cette raison qu'augmenter la dette des Thermes avait aussi son intérêt puisqu'elle allait être en partie compensée ou plus largement compensée par la loi de finances 2022.

M. le Maire souligne qu'il ne s'agit pas de la dette mais du déficit.

M. Louis FERRE confirme.

Mme Stéphanie DANTES explique que les 426 000 euros constituent l'écart entre l'épargne brute 2021 et 2019. Le calcul a été effectué par les services de l'État au début du mois de janvier 2022 en application de la loi de finances.

M. Louis FERRE remarque que cela n'est pas mentionné dans la délibération : il est fait mention à la loi du 19 juillet 2021.

Mme Stéphanie DANTES indique que cela sera complété.

M. Louis FERRE indique qu'il ne comprend pas, car cela correspond plus ou moins à ce qui a été évoqué à l'époque : cela signifie que ce n'est pas en surplus par rapport à ce qui a été indiqué.

Mme Stéphanie DANTES précise qu'elle dit peut-être une erreur mais elle vérifiera et enverra à tous une explication. La loi de finances de 2021 a permis de compenser l'année 2020 et c'est en janvier 2022 que l'écart d'épargne brute entre 2021 et 2019 a été donné.

M. Louis FERRE remarque que le montant actuel correspond au montant de l'aide indiqué il y a plusieurs mois.

Mme Stéphanie DANTES explique qu'en 2021 et en 2020, les montants sont à peu près équivalents.

M. Louis FERRE conclut qu'aucun coup de pouce supplémentaire par rapport à la loi de finances 2022 n'a été donné.

M. le Maire le confirme, il indique qu'il n'y a malheureusement pas eu de coup de pouce. Il ajoute que cela a déjà été discuté : les établissements thermaux privés ont été aidés à 100 % mais les quelques régies municipales ne l'ont pas été. Il précise que c'est l'application du principe d'étalement des charges et que le montant étalé sur cinq ans est de 931 948 euros.

Il passe au vote

Le conseil municipal, après délibération, par 16 voix pour, 2 abstentions (Mme CAU et M. FERRE), 0 voix contre, approuve le versement de la subvention d'équilibre à hauteur de 931 948 euros selon les modalités exposées en séance.

16. ETALEMENT DES CHARGES

Rapporteur : M. le Maire

Délibération transmise au contrôle de légalité le 09/06/2022

Affichée en mairie le 09/06/2022

Vu l'instruction budgétaire M14.

Vu la demande de la Commune de bénéficier à titre exceptionnel et dérogatoire de l'étalement de charges correspondant à la subvention nécessaire pour équilibrer le budget des Thermes 2021 en raison de la crise COVID-19.

Vu le courrier du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités locales du 14 février 2022.

En accord avec la Direction générale des finances publiques, la Commune de Bagnères de Luchon est autorisée à étaler sur cinq exercices comptables la charge relative au versement de la subvention d'équilibre au budget annexe des Thermes d'un montant de 931 948 €.

Considérant les crédits inscrits aux comptes 4818, 797 et 6812,

M. le Maire propose au Conseil Municipal :

- De procéder à l'étalement sur 5 ans le versement de la subvention d'équilibre au budget annexe des Thermes de 931 948 €.
- D'autoriser l'ordonnateur à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges de façon suivante :

1- Transfert de charge en 2022

- Recette de fonctionnement au compte 797 « Transfert de charges exceptionnelle » Chapitre 042 : 931 948 €.

- Dépense d'investissement au compte 4818 « Charges à étaler » Chapitre 040 : 931 948 €.

2- Amortissement annuels de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2022 à 2026

- Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir » Chapitre 042 : 186 389.60 €.

- Recette d'investissement au compte 4818 « Charges à étaler » Chapitre 040 : 186 389.60 €.

M. le Maire indique qu'il faut acter officiellement que les membres du conseil municipal ont donné leur accord pour que les 931 948 euros soient étalés sur cinq ans. Cela donne un étalement de charge annuel de 186 389 euros.

Mme Stéphanie DANTES indique que la différence entre les deux délibérations est que la première autorise le maire à mandater le montant et donc à payer le budget annexe qui va avoir une trésorerie à hauteur de 931 948 euros et la deuxième est la discussion qui a eu lieu juste avant.

M. le Maire passe au vote

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

Approuve l'étalement sur 5 ans du versement de la subvention d'équilibre au budget annexe des thermes de 931 948 euros.

Autorise l'ordonnateur à passer les écritures comptables relatives à cet étalement de charges selon les modalités suivantes :

1 Transfert de charge en 2022

- Recette de fonctionnement au compte 797 « transfert de charges exceptionnelle » Chapitre 042 : 931 948 euros.
- Dépense d'investissement au compte 4818 « Charges à étaler » Chapitre 40 : 931 948 euros.

2 Amortissement annuels de la charge à répartir sur plusieurs exercices, de 2022 à 2026

- Dépense de fonctionnement au compte 6812 « Dotation aux amortissements des charges de fonctionnement à répartir » Chapitre 042 : 186 389,60 euros.
- Recette d'investissement au compte 4818 « Charges à étaler » Chapitre 040 : 186 389,60 euros.

14. DECISION MODIFICATIVE N° 1, BUDGET COMMUNE

Délibération transmise au contrôle de légalité le 09/06/2022

Affichée en mairie le 09/06/2022

31042	BAGNERES DE LUCHON	DM n°1 2022
Code INSEE	Budget Communal	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE 1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
R-6459 : Remboursements sur charges de SS et de prévoyance	0.00 €	0.00 €	0.00 €	12 000.00 €
TOTAL R 013 : Atténuations de charges	0.00 €	0.00 €	0.00 €	12 000.00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	795 096.60 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	795 096.60 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6812 : Dotations aux amort. des charges de fonctionnement à répartir	205 180.00 €	186 389.60 €	0.00 €	0.00 €
R-791 : Transferts de charges de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	1 025 900.00 €	0.00 €
R-797 : Transferts de charges exceptionnelles	0.00 €	0.00 €	0.00 €	931 948.00 €
TOTAL 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	205 180.00 €	186 389.60 €	1 025 900.00 €	931 948.00 €
D-657364 : SPIC	0.00 €	118 951.73 €	0.00 €	0.00 €
D-6574 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	0.00 €	4 200.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0.00 €	123 151.73 €	0.00 €	0.00 €
D-67441 : aux budgets annexes	549 384.80 €	13 498.95 €	0.00 €	0.00 €
D-67442 : aux régies dotées de la personnalité morale	0.00 €	430 433.07 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	549 384.80 €	443 932.02 €	0.00 €	0.00 €
R-7022 : Coupes de bois	0.00 €	0.00 €	0.00 €	23 050.00 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	0.00 €	0.00 €	0.00 €	23 050.00 €
R-7381 : Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publi	0.00 €	0.00 €	0.00 €	52 713.95 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	0.00 €	0.00 €	0.00 €	52 713.95 €
R-7788 : Produits exceptionnels divers	0.00 €	0.00 €	790 000.00 €	0.00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	790 000.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	1 549 661.40 €	753 473.35 €	1 815 900.00 €	1 019 711.95 €

INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	795 096.60 €	0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	795 096.60 €	0.00 €
R-024 : Produits de cessions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	790 000.00 €
TOTAL R 024 : Produits de cessions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	790 000.00 €
D-4815 : Charges liées à la crise sanitaire Covid-19	1 025 900.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-4818 : Charges à étaler	0.00 €	931 948.00 €	0.00 €	0.00 €
R-4815 : Charges liées à la crise sanitaire Covid-19	0.00 €	0.00 €	205 180.00 €	0.00 €
R-4818 : Charges à étaler	0.00 €	0.00 €	0.00 €	186 389.60 €
TOTAL 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 025 900.00 €	931 948.00 €	205 180.00 €	186 389.60 €
D-1328 : Autres	0.00 €	200 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-924 : RENOVATION SALLES DE BAIN GENDARMERIE	0.00 €	93 000.00 €	0.00 €	0.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

Page 1 sur 2

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
R-1311 : Etat et établissements nationaux	0.00 €	0.00 €	0.00 €	200 000.00 €
R-238-924 : RENOVATION SALLES DE BAIN GENDARMERIE	0.00 €	0.00 €	0.00 €	93 000.00 €
TOTAL 041 : Opérations patrimoniales	0.00 €	293 000.00 €	0.00 €	293 000.00 €
D-2031-939 : ADAP 2021	0.00 €	20 484.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	0.00 €	20 484.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2128-941 : DIAGNOSTIC SUR FORET	0.00 €	10 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-904 : ACQUISITIONS VEHICULES 2020	0.00 €	7.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-943 : DIVERS MATERIELS SERVICE TECHNIQUE 2022	0.00 €	30 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0.00 €	40 507.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2312-928 : ETUDES DIVERS TRAVAUX 2021	0.00 €	864.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-820 : RENOVATION TYMPAN EGLISE	0.00 €	315.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-935 : CLOTURE AERODROME 2021	0.00 €	7 211.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2316-835 : RENOVATION DES FRESQUES CHAMBERT	0.00 €	684.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	0.00 €	9 074.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	1 025 900.00 €	1 295 013.00 €	1 000 276.60 €	1 269 389.60 €
Total Général	-527 075.05 €		-527 075.05 €	

(1) y compris les restes à réaliser

Page 2 sur 2

M. le Maire indique que ce point reprend ces deux sujets avec d'un côté, une diminution de crédit de 1 025 000 euros et de l'autre une augmentation de crédit de 931 948 euros au 042. Cela dégage un surplus de 93 000 euros à répartir en dépenses d'investissements ou en opérations patrimoniales et immobilisations corporelles : 30 000 euros en achat de matériels techniques pour les services, 20 000 euros pour l'ADAP. La décision modificative prend acte de cette modification du total de l'étalement des charges qui passe de 1 025 000 euros à 931 000 euros. Il ajoute que le crédit a été augmenté de 23 000 euros car une coupe de bois a été actée et de 50 000 euros en taxes additionnelles de droit de mutation. Il s'agit donc plutôt d'une augmentation des recettes et non des dépenses.

Il passe au vote

Le conseil municipal, après délibération, par 16 voix pour, 2 abstentions (Mme CAU et M. FERRE) et 0 voix contre, approuve la décision modificative n° 1 du budget de la Commune selon les modalités exposées en séance.

M. Louis FERRE demande si cela est une évolution de la subvention d'équilibre aux Thermes.

M. le Maire répond que non et explique qu'il est question de l'étalement des charges.

M. Louis FERRE souligne que c'est le cas car il est clairement indiqué que le crédit passe de 1 025 000 euros à 931 000 euros, il s'agit donc d'une décision modificative au niveau de la Ville. Il demande s'il n'est pas nécessaire d'appliquer la même chose au niveau des Thermes.

M. le Maire répond qu'il ne le pense pas.

M. Louis FERRE explique que les recettes des Thermes évoluent puisque la subvention change.

Mme Stéphanie DANTES indique que ce sera modifié en même temps que l'adaptation de l'estimation des curistes.

M. le Maire ajoute qu'une modification sera effectuée.

M. Louis FERRE pense qu'il aurait été plus logique que cela soit effectué simultanément pour la sincérité du budget.

M. le Maire estime qu'il s'agit d'une bonne remarque.

17. MODIFICATION DE LA DELIBERATION DEL20210178 RELATIVE A LA REMUNERATION DU PERSONNEL POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE VACCINATION DE BAGNERES DE LUCHON

Rapporteur : M. le Maire

Par délibération du conseil municipal du 22 décembre 2021, l'assemblée délibérante a approuvé le paiement de 92h réalisées par Patrice MARCO, pour 2 208 €. Précisant que Monsieur Marco souhaitait que cette somme soit versée à son association de Tir à l'Arc.

Monsieur le Maire informe le conseil, qu'il convient de corriger ce point de délibération et qu'il demande à être autorisé à verser à Monsieur MARCO la somme de 2 208€, qu'il reversera lui-même à l'association de Tir à l'Arc.

M. le Maire rappelle que pour rémunérer les trois personnels qui ont assuré le fonctionnement du centre de vaccination, il a été décidé de verser un salaire qui avait été, en grande partie, subventionné par l'État. Une de ces trois personnes ne souhaitait pas recevoir directement son salaire mais a souhaité qu'il soit versé à une association de son choix. Cela a été acté par le conseil municipal mais Mme la trésorière a fait remarquer que cette opération n'était pas possible. Il faut donc modifier la délibération pour que cette personne, reçoive 2 208 euros, il se chargera de verser la somme à l'association de son choix.

Mme Michèle CAU demande si le montant de 2 208 euros est un montant net.

M. le Maire le confirme.

Mme Stéphanie DANTES indique que non, c'est un montant brut et ajoute que c'est pour cette raison que Mme la trésorière pense qu'il faut émettre un bulletin de salaire avec les charges.

Mme Michèle CAU précise donc que si c'est le montant brut, ce ne sera pas ce montant qui sera versé à l'association

M. le Maire et Mme Stéphanie DANTES confirment.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la modification de la délibération n° DEL20210178 du 22 décembre 2021 relative à la rémunération du personnel pour le fonctionnement du centre de vaccination de Bagnères de Luchon.

18.ACTUALISATION DES MODALITES DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE MISSION DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE

Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire rappelle à l'assemblée que les délibérations n° DEL20150110 du 11 décembre 2015 et n° DEL20180012 du 25 janvier 2018, ont adopté les modalités de remboursement des frais de mission des agents de la collectivité (applicable pour les agents de la Ville, des Thermes et d'ERA CASO).

Il est aujourd'hui nécessaire d'actualiser ces modalités à la suite du décret du 26 février 2019 relatif aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat applicable également aux collectivités territoriales et de l'arrêté du 14 mars 2022.

En application de ce décret, l'arrêté du 26 février 2019 modifie l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission. Ainsi, pour les missions ou intérim en métropole et en outre-mer, le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit-déjeuner, sont fixés comme suit :

	France métropolitaine			Outre-mer	
	Taux de base	Grandes villes et communes de la Métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint Barthélemy, Saint Pierre et Miquelon, Saint Martin	Nouvelle – Calédonie, îles Wallis et Futuna, Polynésie française
Hébergement	70€	90€	110€	70€	90€ ou 10 740 F CFP
Déjeuner	15.25€	15.25€	15.25€	15.75€	21€ ou 2 506 F CFP
Dîner	15.25€	15.25€	15.25€	15.75€	21€ ou 2 506 F CFP

Pour l'application de ces taux, sont considérées comme grandes villes les communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants. Les communes de la métropole du Grand Paris sont les communes reprises à l'article 1er du décret no 2015-1212 du 30 septembre 2015 susvisé, à l'exception de la Commune de Paris.

Le taux d'hébergement prévu est fixé dans tous les cas à 120 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Les taux des indemnités kilométriques sont également actualisés par l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.

Lieu où s'effectue le déplacement	Jusqu'à 2 000km	De 2 001 à 10 000km	Après 10 000km
Véhicule de 5 CV et moins	0.32€	0.40€	0.23€
Véhicule de 6CV et 7 CV	0.41€	0.51€	0.30€
Véhicule de 8 CV et plus	0.45€	0.55€	0.32€

A savoir : Un agent de la fonction publique peut utiliser son véhicule terrestre à moteur, sur autorisation de son chef de service, quand l'intérêt du service le justifie. Il doit avoir souscrit une assurance garantissant cet usage professionnel. Il n'a droit à aucune indemnité en cas de dommage à son véhicule

Concernant les deux roues :

Lieu ou s'effectue le déplacement	Motocyclette (cylindrée supérieure à 125cm3)	Vélomoteur et autres véhicules à moteur
Métropole	0.15€	0.12€

M. le Maire précise aux élus que l'ensemble des modalités des délibérations du 11/12/2015 et du 25/01/2018 autres que celles visées par la présente restent en vigueur.

M. le Maire demande aux membres du Conseil Municipal d'approuver cette actualisation des modalités de remboursement des frais de mission.

M. le Maire indique que les frais de déplacement des agents sont définis régulièrement par des décrets ministériels. Le dernier décret en cours date du 26 février 2019 et le dernier qui est sorti date du 14 mars 2022 et modifie principalement les indemnités kilométriques pour les déplacements de plus de 2 000 kilomètres et ceux de plus de 10 000 kilomètres suivant la catégorie du véhicule. Il s'agit d'acter le décret ministériel qui modifie les modalités de remboursement des frais de mission et de déplacement des agents de la collectivité locale.

Mme Stéphanie DANTES précise que les agents prennent à titre très exceptionnel leur véhicule.

M. Gilles TONIOLO constate que les motards sont défavorisés.

M. le Maire estime qu'effectivement mais qu'il est rare d'effectuer 10 000 kilomètres à moto pour un déplacement professionnel.

M. Louis FERRE demande si M. le Maire connaît la logique de l'établissement des tarifs. Il précise qu'il ne comprend pas la raison pour laquelle jusqu'à 2 000 kilomètres, le taux est de 0,32 euro, de 2 001 à 10 000 kilomètres il est de 0,40 euro et après 10 000 kilomètres il tombe à 0,23 euro. Il estime que cela est étrange.

M. le Maire répond qu'il n'en connaît pas la raison et qu'il faudrait écrire au ministre.

M. Olivier PERUSSEAU demande si cela est pour l'intégralité des kilomètres ou si c'est pour les kilomètres supplémentaires.

M. le Maire répond que c'est après 10 000 kilomètres.

M. Louis FERRE souligne que 10 000 kilomètres, il s'agit d'une mission ...

M. le Maire indique qu'apparemment des agents font 10 000 kilomètres en voiture pour un déplacement professionnel. Il rectifie en indiquant qu'il s'agit du cumul, ce qui paraît plus raisonnable.

M. le Maire demande s'il n'y a plus de question et passe au vote

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'actualisation des modalités de remboursement des frais de mission des agents de la collectivité tel que présenté en séance.

19. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ACADEMIE JULIEN SCAZE

Rapporteur : M. le Maire

Madame Catherine DERACHE précise que cette année c'est le centenaire de l'Académie Julien Sacaze, association pyrénéenne reconnue et historique pour la Ville de Luchon.

A cette occasion, l'association organise " les journées pyrénéennes " du 18 au 22 juillet 2022 en proposant des conférences, des projections et des témoignages.

En parallèle, l'Académie propose une exposition sur " Maurice Gourdon", pyrénéiste reconnu mais oublié en juillet et août 2022.

1 et 2 août, journées dédiées au centenaire de l'Académie Julien Sacaze.

L'association ne s'est pas positionnée en temps et en heure pour monter un dossier de subvention auprès de la Ville.

Aussi à titre exceptionnel, il est proposé au conseil municipal d'autoriser le versement de la somme de 1000 euros dans le cadre de ce centenaire de l'association pour aider aux différentes manifestations prévues.

M. le Maire indique que l'académie Julien SCAZE fête ses cent ans. À cette occasion, des journées pyrénéennes ainsi qu'une exposition sur Maurice Gourdon seront organisées. À titre exceptionnel, l'académie sollicite une subvention de 1 000 euros qu'elle n'a pas sollicitée en temps et en heure quand il était question de donner des subventions aux associations.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve, à titre exceptionnel, le versement de la somme de 1000 euros dans le cadre du centenaire de l'association afin d'aider aux manifestations prévues à cette occasion.

M. le Maire rappelle que les délibérations suivantes concernant les ressources humaines sont toutes supprimées

Ressources humaines

20. CREATION D'EMPLOIS AU GOLF. Reportée

21. CREATION D'EMPLOIS AU CENTRE EQUESTRE. Reportée.

22. CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS ADMINISTRATIFS. Reportée.

23. CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS ADMINISTRATIFS. Reportée.

24. CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS TECHNIQUES. Reportée.

25. CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS TECHNIQUES. Reportée.

26. CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS SPORTS ET ANIMATION. Reportée.

27. CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS ECOLES. Reportée.

28. CREATION D'UN EMPLOI DE VACATAIRE, SERVICES TECHNIQUES. Reportée.
29. CENTRE EQUESTRE ET GOLF : PRESTATION PAYE ET SOCIAL. Reportée.
30. ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS (PREVISION AU 01/07/2022). Reportée.
31. AUTORISATION DE PAIEMENT D'HEURES SUPPLEMENTAIRES ET DE CONGES PAYES POUR UN AGENT PARTANT EN RETRAITE POUR INVALIDITE. Reportée.
32. MISE EN PLACE D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST). Reportée.
33. DETERMINATION DU NOMBRE DE REPRESENTANT TITULAIRES AU PERSONNEL AU CST, MAINTIEN DU PARITARISME ET MAINTIEN DU RECUEIL DE L'AVIS DU COLLEGE DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE. Reportée.
34. MEDAILLES DU TRAVAIL. Reportée.

Animations

35. CONTRAT DE CESSIION AVEC M.A.S PRODUCTION ET L'ASSOCIATION A.P.E.I POUR L'ORGANISATION DE L'OPERA-COMIQUE "LES FANTOMES DE L'OPERA" DU 1^{ER} JUILLET 2022.
Rapporteur : Mme DERACHE

Mme DERACHE précise que la Ville de Bagnères de Luchon accueille pour la première fois le 1^{er} juillet 2022 au théâtre de Luchon un opéra-comique « Les fantômes de l'Opéra ». Cette organisation est envisagée avec M.A.S Production pour l'engagement des interprètes et réalisateurs ainsi qu'avec l'Association A.P.E.I pour l'engagement de l'Orchestre Occitania.

Cet évènement s'accompagne d'un programme pédagogique mis en place depuis le début de l'année 2022 avec les enseignants. Ainsi, les élèves de l'école élémentaire Les Isards, du collège et du lycée de Bagnères de Luchon vont être sensibilisés à cet art.

Le parcours d'initiation à l'opéra est ponctué de plusieurs interventions en classe et trouvera son accomplissement lors d'une représentation des « Fantômes de l'Opéra » spécialement dédiée au jeune public initié aux secrets de l'Opéra.

Pour accueillir dans les meilleures conditions cette action, la Ville prend en charge :

- 16 000 € pour l'engagement des interprètes et réalisateurs,
- 11 000 € pour l'engagement de l'Orchestre de Chambre Occitania,
- 890 € frais de transport des musiciens.

Seront aussi à la charge de la municipalité les frais d'hébergement, de restauration des interprètes et réalisateurs (20 pers) du lundi 27 juin au soir au samedi 2 juillet au matin ainsi que les repas des musiciens (26 pers) pour le vendredi 1^{er} juillet 2022.

Les tarifs pour assister à ce spectacle seront les suivants (hors frais de location) :

- 45€ pour les places du Carré d'Or

- 38€ pour les places de l'Orchestre
- 25€ pour les places au balcon.

Le théâtre pouvant accueillir 274 personnes, le montant des recettes estimé s'élève à : 6 900€.

M. le Maire demande au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet d'organisation de l'Opéra-Comique « Les fantômes de l'Opéra » qui aura lieu le vendredi 1er juillet 2022 au théâtre de Luchon dans les conditions ci-dessus résumées

-de l'autoriser à signer tout document s'y rapportant.

Mme Catherine DERACHE indique que cet évènement est organisé dans le cadre d'un programme pédagogique qui s'appelle « Apprends-moi l'opéra ». Depuis le début de l'année scolaire, il a été mis en place dans plusieurs écoles luchonnaises, telles que l'école des Isards de Luchon, le collège de Luchon, mais aussi dans les écoles primaires de Saint-Béat, de Montauban-de-Luchon et d'Oô. En tout, onze classes se sont inscrites à ce programme pédagogique, cela implique l'engagement des enseignants qui ont complètement adhéré à ce projet.

Mme Catherine DERACHE précise que ce projet a pour but d'initier les enfants à comprendre l'opéra et à montrer que l'opéra n'est pas quelque chose d'élitiste. Cela permet aux enfants, grâce à l'intervention du metteur en scène qui est venu plusieurs fois en étant accompagné d'un chanteur lyrique, de comprendre ce qu'est la voix, ce métier mais aussi tous les éléments à côté, comme la confection des décors, etc... Le but final de ce programme pédagogique est d'assister à un opéra qui a été écrit pour l'occasion, par M. Jean-Marc BISKUP qui s'intitule « Les fantômes de l'opéra ». Cela est une première mondiale.

Mme Catherine DERACHE ajoute qu'il s'agit d'un concept inédit qui va faire découvrir aux enfants, à travers un opéra, plusieurs siècles d'opéra. Le public qui s'y connaît va reconnaître des « tubes » d'opéra et les non-initiés vont entrer dans la magie de l'opéra.

Mme Catherine DERACHE explique que la Ville de Luchon a fait en sorte que cet opéra ait lieu. Comme cela est indiqué dans la délibération, la ville prendra en charge la somme de 16 000 euros pour l'engagement des interprètes et des réalisateurs, la somme de 11 000 euros pour l'engagement de l'orchestre de chambre "Occitania" qui jouera l'opéra, la somme de 890 euros pour les frais de transport des musiciens. Il faut aussi compter en plus les charges d'hébergement et de restauration.

Mme Catherine DERACHE indique que pour ce spectacle, les enfants participeront à la générale qui sera consacrée aux enfants qui ont fait partie du programme pédagogique, donc cela fait un peu plus de 300 enfants. Le soir, l'opéra sera ouvert à tout le monde. Pour l'occasion, le théâtre sera divisé en plusieurs zones : le Carré d'or dont les places sont les mieux placées, l'orchestre et le balcon. Au départ, ce programme a été conçu pour les enfants pour qu'ils découvrent l'opéra, cela a une valeur d'éducation pour la jeunesse, ce qui est très important. Pendant une semaine, les artistes vont venir répéter, et pendant ces répétitions, chaque classe pourra y assister et voir comment se déroule une répétition. Les élèves verront l'envers du décor et la manière dont le théâtre est construit et les astuces qui peuvent exister.

Mme Michèle CAU demande si le spectacle aura lieu uniquement un soir.

Mme Catherine DERACHE le confirme.

Mme Michèle CAU demande si les enfants seront présents pour le regarder.

Mme Catherine DERACHE répond qu'ils seront présents pour la générale. La générale, qui aura lieu le vendredi 1^{er} juillet à 14 h ou à 14 h 30, correspond au programme pédagogique et le spectacle du

soir qui se déroulera à 20 h 30 est dédié au public. Ce spectacle durera entre deux heures et trois heures.

M. Pierre FOURCADET demande si ce spectacle sera reproduit ailleurs.

Mme Catherine DERACHE le confirme. Elle ajoute que ce spectacle a été conçu pour le programme pédagogique et sera reproduit dans d'autres villes où des programmations pour enfants ont été prévues.

M. Louis FERRE demande si c'est le programme prévu à Lavaré le 25 et le 26.

Mme Catherine DERACHE le confirme. À Lavaré, il s'agit d'un festival d'opéras et cela fait la troisième année que la Ville organise cela. M. Jean-Marc BISKUP, à lui tout seul, a fait passer plus de 5 000 enfants par ce programme pédagogique. Elle a proposé cela pour la Ville de Luchon car cette dernière se situe dans une zone un peu éloignée des grandes villes et des théâtres. Elle ajoute que la Ville a la chance d'avoir un théâtre et elle estime que cela est bénéfique pour les enfants. Elle a été ravie de voir l'engouement des enseignants pour ce projet.

Mme Michèle CAU s'étonne que le théâtre ne puisse accueillir que 274 personnes. Elle pense qu'il peut accueillir 320 personnes. De plus, il y a des balcons.

M. le Maire répond que les balcons sont constitués de moins de vingt places.

Mme Michèle CAU précise que le nombre de places au niveau des balcons est de 18 et ajoute que le théâtre peut accueillir 300 personnes.

M. le Maire répond que non.

M. Olivier PERUSSEAU demande s'il est prévu que la salle ne soit pas pleine.

Mme Catherine DERACHE répond qu'il est prévu qu'elle soit remplie.

Mme Stéphanie DANTES explique que le montant indiqué correspond à 70 % de recettes car c'est l'estimation qui est effectuée à chaque fois qu'un spectacle est organisé. Tout ce qui sera supérieur à cet estimatif sera du bénéf pour la ville. Lorsque l'on présente un programme, culturel, il faut prévoir une jauge à 70 ou à 75 %.

M. Olivier PERUSSEAU estime qu'il s'agit d'un très bon programme, mais il demande toutefois si la Ville a les moyens pour cela. Il ajoute qu'approximativement, cela coûte 50 000 euros et la recette est de 7 000 euros.

M. Jean-Christophe GIMENEZ prend la parole en indiquant qu'il va être assez direct et va dire tout haut ce que pensent les gens. « C'est une des raisons qui m'a poussé à rejoindre l'équipe. En deux ans, je n'ai pas changé, je vais toujours remonter les doléances des vacanciers et des Luchonnais. Cette franchise semble déranger l'ordre établi. Ne pas confondre le court et le moyen terme, en attendant d'avoir mis en place de grandes choses, il faut pallier. L'essentiel est de satisfaire nos touristes et nos curistes pour les fidéliser. Selon leurs propos, ils s'ennuient à Luchon sauf ce week-end : aux Luchon Motors Days, la Ville était remplie et festive, les commerçants sont ravis. Au risque de me répéter, privilégions les animations populaires et gratuites en s'appuyant sur les associations. Dans cet esprit, la fanfare mérite des éloges : le spectacle « Années 60 » est un tel succès que trois dates de plus sont programmées. Simple et efficace. Avec peu de moyens, il est possible de satisfaire les gens : VTT, parapente, trial, animations familiales, c'est la voie à prendre. Motivons les sociaux pro pour qu'ils créent des événements, nous devons être des facilitateurs. Je ne suis pas un initiateur, j'écoute juste les gens et j'intègre leurs désirs légitimes. J'ai joué « collectif » même si je ne partageais pas certains choix. Maintenant, je vais poursuivre avec ma liberté de penser. La venue du

Prince et Les fantômes de l'opéra sont de très belles manifestations, mais en période de disette, on les reporte à plus tard. Avec ce budget, nous équipions Badech avec une pump-track et avec des jeux d'eau pour satisfaire notre clientèle, à défaut d'avoir une piscine cet été. Nous n'avons pas la même façon de voir les choses : la culture, c'est important, mais il ne faut pas que ce soit incompatible avec la priorité économique, du moins pour le moment. En période de crise, on doit être prudent, c'est l'argent des contribuables, on doit dépenser le moindre euro à bon escient. Nous, commerçants sommes partie prenante de la gestion municipale : si Luchon fonctionne, nos entreprises aussi. Mon rôle a bien été défini lors de la campagne : je devais être une courroie de transmission entre le conseil et les citoyens. Je ne prétends pas avoir la science infuse, je me renseigne juste sur ce qui fonctionne en matière de développement touristique. Une équipe est toujours une somme d'individualités. En tant que chef d'entreprise, j'en connais les difficultés. C'est au patron de mettre en musique tout cela et d'assurer la cohésion, encore plus quand les membres ont été choisis par lui. Ta place n'est pas facile, j'en conviens, mais tu l'as acceptée. Je ne suis qu'un petit porte-parole, je suis à portée d'engueulades et les gens ne s'en privent pas. Comment être solidaire d'une action municipale quand on partage les doléances pertinentes des citoyens. La politique de la chaise vide n'est nullement productive pour modifier une façon de faire, c'est pour cela que je resterai. Si on me trouve vindicatif, j'en suis désolé, je ne cherche qu'à être utile. Les élus en ont assez d'attendre et désirent agir. Ne laissons pas l'administration semer la zizanie. Mon plus grand souhait est que l'on sorte par le haut de cette situation en utilisant toutes les compétences de tous les élus. Seul l'avenir de cette Ville, que j'ai dans les tripes et seul l'intérêt collectif comptent à mes yeux. Les planètes sont enfin alignées, le moment est à l'action. Je te souhaite du courage et de la réflexion pour prendre enfin les décisions qui s'imposent. Pour ces diverses raisons, avec Audrey, nous nous abstiendrons sur la délibération numéro 35. Vive Luchon ! »

M. le Maire remercie M. GIMENEZ et lui demande de lui communiquer sa déclaration.

M. Olivier PERUSSEAU remarque que Mme DERACHE n'a pas répondu à cette question. Il rappelle qu'il a demandé si la Commune avait les moyens de réaliser ce projet.

M. le Maire répond que si la Commune organise cet évènement, c'est qu'elle en a les moyens et que c'est un choix.

M. Olivier PERUSSEAU conclut que c'est un choix clair, net et précis.

M. le Maire précise que ce sont des projets qui se montent dans la durée et que cela a démarré il y a longtemps.

M. Olivier PERUSSEAU rappelle que la situation difficile de Luchon n'est pas un scoop.

M. le Maire estime que c'est une action positive pour Luchon et les enfants. Il ajoute qu'il conçoit que cela ne concerne pas les bikers, mais il en faut pour tout le monde.

M. Olivier PERUSSEAU indique qu'il est plus opéra que bikers, mais cela n'est pas une raison car ce n'est pas à lui que cela doit plaire. Il rapporte que les habitants ne sont pas contents à cause du manque d'animation.

M. le Maire rappelle comme l'a indiqué M. PERUSSEAU que la Ville n'a pas de piscine, n'a pas de téléporté, mais il reste Badech et la Commune a commencé à y organiser quelque chose. Il a discuté avec Mme CONAN qui souhaite qu'un vrai pumtrack soit mis en place mais cela ne peut être effectué facilement et sera mis en place l'année prochaine. Cette année, celui qui est en place actuellement sera remis en état, l'objectif est de l'améliorer rapidement pour qu'il soit opérationnel cet été et qu'un maximum d'activités soient disponibles à Badech.

Mme Michèle CAU estime qu'il s'agit d'un bon projet mais un peu coûteux, étant donné que plusieurs choses doivent être effectuées. Elle demande si les habitants de Luchon vont pouvoir payer des places à 45 euros et 38 euros.

M. le Maire indique que les spectateurs ne seront peut-être pas uniquement Luchonnais.

Mme CAU le comprend.

M. Pierre FOURCADET précise qu'il existe une clientèle régulière pour le cinéma avec le Royal Opéra avec une cinquantaine de personnes à chaque séance.

Mme CAU le confirme et souligne que la séance coûte 18 euros.

M. Le Maire propose de passer au vote

Le conseil municipal, après délibération, par 11 voix pour, 7 abstentions (Mme BRUNET LACOUÉ, M. TORRES, M. PERUSSEAU, M. GIMENEZ, Mme CONAN, Mme CAU et M. FERRE), 0 voix contre, approuve le projet d'organisation de l'Opéra-Comique « Les fantômes de l'Opéra » selon les conditions exposées en séance et autorise le maire à signer tout document s'y rapportant.

36. CONVENTION POUR L'ORGANISATION D'UNE MANIFESTATION CULTURELLE ET ARTISTIQUE VALORISANT LA SCULPTURE AVEC L'ASSOCIATION MARBRE ET ARTS DE ST BEAT

Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la convention avec l'Association Marbre et Arts de St Beat pour l'organisation d'une manifestation culturelle et artistique valorisant la sculpture. Cette convention a pour but de formaliser les relations partenariales entre la Mairie de Bagnères de Luchon et l'association Marbre et Arts.

La municipalité de Bagnères de Luchon soutient l'association Marbre et Arts dans le cadre de la création d'une sculpture et la mise en œuvre d'expositions en allouant une participation financière de 9576€ pour accompagner l'organisation et le fonctionnement de l'évènement. Seront aussi à la charge de la municipalité les frais de transport des œuvres d'un montant de 7700€ ainsi que l'assurance pour l'exposition de sculptures monumentales.

L'association s'engage à organiser une manifestation de qualité. Cette manifestation se compose de plusieurs volets :

Du 17 au 29 juillet création d'une œuvre par Karin Van Ommeren en taille directe sur un bloc de marbre d'Ilhet d'une dimension d'environ 150x60x60 cm, qui deviendra propriété de la Ville.

Du 12 au 30 juillet exposition de sculptures en intérieur à la maison du curiste.

Du 12 juillet au 28 septembre exposition de sculptures monumentales en extérieur dans le parc du Casino.

M. le Maire indique que depuis deux ans, la Commune organise chaque année un partenariat avec l'association Marbres et Arts de Saint-Béat. L'année dernière, une exposition de sculptures de chevaux en métal a eu lieu et l'année d'avant, c'était une exposition de sculptures en marbre. Cette année, il s'agit d'un nouveau type de manifestation puisque le festival de Saint-Béat travaille aussi les sculptures en résine. L'association propose de venir à Luchon, et propose d'exposer de grandes

sculptures modernes en résine colorée qui seront principalement installées dans le Parc du Casino. Comme l'année dernière, l'artiste Karine Van Ommeren créera une œuvre en taille directe sur un bloc de marbre qui restera la propriété de la Ville. Une exposition de sculptures en intérieur à la Maison du Curiste se déroulera du 12 au 30 juillet et du 12 juillet et au 28 septembre, une exposition de sculptures monumentales en extérieur dans le Parc du Casino aura lieu.

M. le Maire précise que la participation financière de la Ville est de 9 500 euros pour accompagner l'organisation et elle prendra aussi en charge le transport de ces œuvres pour un montant de 7 700 euros. Cela comprend aussi l'assurance des œuvres. L'année dernière, la Ville a eu, par ce biais, une sculpture monumentale en bois qui sera installée prochainement sous la halle du marché.

M. le Maire signale que les élus ont également devant eux la convention.

M. Louis FERRE indique qu'il souhaite préciser la raison pour laquelle certains élus s'abstiennent de voter malgré tout l'intérêt qu'ils portent à l'art et à la culture. Il estime que les montants paraissent élevés et compte tenu de la situation, cela n'est pas justifié.

M. le Maire souligne que c'est une façon de participer à la vie associative.

M. le Maire propose de passer au vote.

Le conseil municipal, après délibération, par 16 voix pour, 2 abstentions (Mme CAU et M. FERRE) et 0 voix contre, approuve la convention présentée en séance et autorise le maire à la signer.

Sports

37. CENTRE EQUESTRE : TARIFS

Rapporteur : M. le Maire

Par délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 2021, le conseil municipal de Bagnères de Luchon a approuvé la création de la régie à autonomie financière du centre équestre.

Ainsi, suite de la dissolution de l'association lors de la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, la municipalité va gérer l'ensemble des activités du centre équestre.

Aussi, elle s'engage à appliquer les tarifs 2022 mis en place par l'Association Luchon Pyrénées Equitation « APLE » pour la saison 2021 / 2022.

Ces tarifs seront en vigueur jusqu'au 31 août 2022.

Monsieur Le Maire propose aux membres du Conseil Municipal :

- D'approuver la grille des tarifs de l'ensemble des prestations valable du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022 annexée à la présente délibération.
- D'être autorisé à fixer par décision du Maire les tarifs groupe, entreprise, CE, centre de vacances...
- D'être autorisé à fixer les tarifs 2022-2023 et suivant par décision du Maire
- D'être autorisé à signer tout document y afférant.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuver la grille des tarifs de l'ensemble des prestations valable du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022 annexée à la présente délibération.
- Autorise le maire à fixer par décision du maire les tarifs groupe, entreprise, CE, centre de vacances...
- Autorise le maire à fixer les tarifs 2022-2023 et suivant par décision du maire.
- Autorise le maire à signer tout document y afférant.

M. le Maire indique que les tarifs en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022 sont proposés suivant une grille détaillée. Il ne pas va la lire car cela n'aura aucun sens.

M. Olivier PERUSSEAU indique qu'il a une question un peu générale concernant les tarifications des associations financées par la mairie. Il demande s'il est possible de proposer des tarifs différenciés par rapport à quelqu'un qui vient de Paris, qui vient d'Espagne, qui vient de la Commune ou plus loin, etc... Il demande si les locaux seraient privilégiés.

M. le Maire répond que cela pourrait être envisagé pour la MJC, cela pourrait faire plaisir. Il indique que la réponse à sa question est que cela n'est pas proposé.

M. Olivier PERUSSEAU pense qu'il n'existe pas beaucoup d'exemples pour la MJC mais, sur internet, concernant le sujet des sports, il en existe beaucoup.

M. le Maire précise que cette réflexion concernant cette "discrimination" n'a pas été entamée à Luchon.

M. Olivier PERUSSEAU estime que le terme "discrimination" n'a pas une connotation positive et qu'il s'agit plutôt d'une préférence aux personnes de Luchon ou des alentours.

M. le Maire indique que cela n'est pas inclus dans les tarifs proposés.

Mme Stéphanie DANTES précise que les tarifs proposés ont déjà été approuvés par l'association depuis le début de l'année. Il n'est donc pas possible de les modifier jusqu'à la fin de la saison au 31 décembre. Le travail qui sera à effectuer avec les membres du conseil est de fixer les prochains tarifs.

M. Louis FERRE précise que des choses sont déjà mises en place au niveau des locations de salle aux associations : elles sont mises à disposition gratuitement pour les associations locales et peuvent être payantes pour les associations extérieures. Pour la situation présente, il pense que ce serait absolument illégal.

M. Olivier PERUSSEAU remarque qu'à chaque fois, M. FOURCADET et M. FERRE affirment cela. Il souligne qu'il a vérifié les textes de loi et cela est légal. Il ajoute qu'il peut leur envoyer le texte. Il existe des conditions de légalité : il faut que le budget soit porté par la commune, etc... Une salle de cinéma, par exemple, même si elle reçoit des subventions, n'a pas le droit d'appliquer des tarifs différenciés.

M. FERRE rapporte que des stations de ski gérées en régie municipale ont été retoquées.

M. Olivier PERUSSEAU indique qu'il va leur envoyer le texte et précise qu'il n'est pas juriste. Il existe une jurisprudence, cela est assez clair, et des règles à appliquer.

M. Gilles TONIOLO estime qu'il existe déjà une préférence en étant adhérent comme dans tous les clubs, mais il faut faire la différence entre un habitant et un non-habitant. Cela serait possible.

M. Olivier PERUSSEAU confirme que cela est légal mais il faut lire le texte.

M. le Maire indique que cela sera aussi discuté pour le cas de la piscine.

M. Olivier PERUSSEAU explique que lorsqu'il existe des foyers de perte aussi énormes, les idées ne sont pas toutes bonnes, mais il faut les regarder.

M. le Maire précise que les tarifs sont déjà appliqués et il s'agit de les prolonger jusqu'à la fin de l'année et de les revoir à la hausse ou à la baisse, selon le fait qu'ils ont été concluants ou pas.

M. Le Maire propose de passer au vote.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, adopte la grille tarifaire des activités proposées au centre équestre de Luchon.

Environnement

38. ADHESION A LA CERTIFICATION FORESTIERE PEFC. Reportée.

Intercommunalité

39. CONVENTION POUR LA CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE TRANSPORT POUR LES CANTINES SCOLAIRES

Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire précise que la communauté de communes Pyrénées Haut- Garonnaises a créé un service commun de transport vers les cantines scolaires.

Le service de restauration du Collège de Luchon assure la fourniture des repas pour les élèves des cinq écoles membres les lundis, mardis, jeudis et vendredis durant la période scolaire.

Les repas sont acheminés en liaison froide par un agent intercommunal depuis la cuisine du Collège vers les cinq écoles membres de la Communauté de Communes grâce à un camion frigorifique. Des barquettes jetables sont utilisées et transportées dans des containers isothermes qui doivent être nettoyées par les écoles et retournées au Collège par l'agent intercommunal ; le Collège assure un nouveau nettoyage à réception.

L'agent intercommunal intègre cette livraison des cantines scolaires pendant le service du portage de repas à domicile pour les personnes âgées.

La Communauté de Communes facture mensuellement le coût du service commun de transport des repas aux cantines scolaires selon les effectifs des repas livrés à chaque école communale ; ce coût sera révisable en fonction des éventuelles augmentations.

Les communes membres dont dépendent les écoles fixent elle-même les règles à suivre pour percevoir auprès des familles, le tarif qu'elles auront retenu et/ou également auprès des communes où résident

les élèves fréquentant leur cantine scolaire, et intègrent ce coût supplémentaire de transport dans les frais de fonctionnement de l'école.

Les quatre communes membres se chargent du recouvrement auprès des familles du prix des repas servis ainsi que de la contribution due par les communes des enfants utilisant leur service de cantine scolaire. La Communauté de Communes n'aura aucun lien financier avec les usagers du service de restauration des écoles primaires et maternelles.

Ainsi pour l'année scolaire 2021/2022 le coût du service aux communes concernées s'élève à 0.50€ par repas.

Monsieur le Maire propose aux élus :

- D'approuver la convention service commun de transport pour les cantines scolaires jointe à la présente délibération.
- D'être autorisé à la signer
- D'approuver le tarif de 0.50€ par repas et par élève
- D'être autorisé à refacturer ce coût aux communes de résidence des élèves qui déjeunent à la cantine des écoles de Bagnères de Luchon.

M. Michel LERAY demande si ce sont les écoles desservies par la cuisine.

M. le Maire le confirme.

M. Louis FERRE demande si dans les faits rien ne change.

Mme Stéphanie DANTES explique que c'est la prise en charge par la commune.

M. Louis FERRE pense que c'est aussi la mise en place de la convention au niveau de la communauté de communes qui fait que ces périmètres entrent.

M. le Maire confirme que le fonctionnement ne va pas changer.

M. le Maire demande s'il y a des questions supplémentaires et propose de passer au vote.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la convention service commun de transport pour les cantines scolaires jointe à la présente délibération.
- Autorise le maire à la signer.
- Approuve le tarif de 0.50€ par repas et par élève.
- Autorise le maire à refacturer ce coût aux communes de résidence des élèves qui déjeunent à la cantine des écoles de Bagnères de Luchon.

39bis : AJOUT : CENTRE EQUESTRE – DEMARRAGE EXPLOITATION EN REGIE

Rapporteur : M. le Maire

Par délibérations du conseil municipal du 22 décembre 2021, le conseil municipal,

- a approuvé la création de la régie et du budget annexe du centre équestre, service public industriel et commercial.
- acté que la reprise d'activité devait avoir pour préalable la fin de l'exploitation par l'association APLE et sa liquidation, ayant pour conséquence la reprise des contrats de travail en cours.

Par délibération du 21 avril 2022, le conseil municipal a approuvé le budget primitif 2022 de la régie à autonomie financière dénommée « centre équestre », constatant une subvention exceptionnelle de 66 070€.

Par Assemblée Générale extraordinaire du 1^{er} juin 2022, l'association APLE a décidé de la liquidation de l'association et nommé, conformément aux statuts 3 liquidateurs.

M. le Maire propose au conseil municipal d'approuver les points suivants :

- virement de la subvention exceptionnelle du budget général vers le budget annexe du centre équestre à hauteur de 66 070€,
- à l'issue du travail du liquidateur, en fonction des créances récupérées, des dettes payées et des apports éventuels restitués, le bonus ou malus de la liquidation sera repris par le budget annexe Centre Equestre,
- pour information complémentaire, la valeur de reprise de l'actif pour exercer l'activité centre équestre est actuellement estimé à 35 662€, montant en attente de confirmation par les liquidateurs,
- d'être autorisé à signer tous les documents nécessaires à l'exploitation du centre équestre,
- l'effectif de la régie pour l'année 2022 est fixé comme suit :

	notes explicatives	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Droit public	agt titulaire Mairie mis à disposition 0.50 OU plusieurs agents Services Techniques et Sport pour 0.5 ETP Aide palefrenier entretien						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Droit privé													
CDI	1 palefrenier + 1 éducateur activités équestres						2	2	2	2	2	2	2
APPRENTI							1	1	1	1	1	1	0
eleve BPJEPS													1
CD 7 mois	cdd équivalent à un cdd de droit public "accr.tempo.d'activité" resp. d'établissement fonctions admin. 0.50						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
CDD saison	cdd saison éducateur activités équestres (vacances)						1	1	1	1		1	1
TOTAUX Droit privé							4.5	4.5	4.5	4.5	3.5	4.5	4.5

- modification du budget annexe du centre-équestre :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT				
D-6411 : Salaires, appointements, commissions de base	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	36 000.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
 INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	0.00 €	36 000.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	0.00 €	36 000.00 €
D-2188-100 : INVESTISSEMENTS 2022	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	36 000.00 €
Total Général		36 000.00 €		36 000.00 €

M. le Maire précise qu'il suffit donc aujourd'hui d'acter que le centre équestre est désormais géré en régie et que l'APLE n'a plus la charge la gestion du centre équestre de Luchon, suivant les informations énoncées.

M. le Maire remercie les membres qui ont beaucoup œuvré pour que cette transformation puisse être effectuée dans les meilleures conditions pour que les clients du centre équestre y retrouvent une qualité qui a augmenté au fil du temps. Il remercie les membres pour leur implication qui ne se voit pas ici mais qui représente beaucoup de travail.

M. le Maire propose de passer au vote

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les points suivants :

- virement de la subvention exceptionnelle du budget général vers le budget annexe du centre équestre à hauteur de 66 070€,
- à l'issue du travail du liquidateur, en fonction des créances récupérées, des dettes payées et des apports éventuels restitués, le bonus ou malus de la liquidation sera repris par le budget annexe Centre Equestre,
- pour information complémentaire, la valeur de reprise de l'actif pour exercer l'activité centre équestre est actuellement estimé à 35 662€, montant en attente de confirmation par les liquidateurs,
- d'être autorisé à signer tous les documents nécessaires à l'exploitation du centre équestre,
- l'effectif de la régie pour l'année 2022 est fixé comme suit :

	notes explicatives	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Droit public	agt titulaire Mairie mis à disposition 0.50 OU plusieurs agents Services Techniques et Sport pour 0.5 ETP Aide palefrenier entretien						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Droit privé													
CDI	1 palefrenier + 1 éducateur activités équestres						2	2	2	2	2	2	2
APPRENTI							1	1	1	1	1	1	0
eleve BPJEPS													1
CD 7 mois	cdd équivalent à un cdd de droit public "accr. tempo. d'activité" resp. d'établissement fonctions admin. 0.50						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
CDD saison	cdd saison éducateur activités équestres (vacances)						1	1	1	1		1	1
TOTAUX Droit privé							4.5	4.5	4.5	4.5	3.5	4.5	4.5

- modification du budget annexe du centre-équestre :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6411 : Salaires, appointements, commissions de base	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	36 000.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	0.00 €	36 000.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	0.00 €	36 000.00 €
D-2188-100 : INVESTISSEMENTS 2022	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	0.00 €	36 000.00 €	0.00 €	36 000.00 €
Total Général		36 000.00 €		36 000.00 €

40. Questions diverses.

Mme CAU rappelle qu'au dernier conseil municipal, lors du vote du budget, elle a posé une question par rapport aux 800 000 euros, inscrits en dépenses d'investissements. Un courrier a été envoyé pour demander des explications mais elle ne les a pas eues. Elle rappelle qu'elle a demandé à quoi correspondait ce montant et la réponse était que c'était la ligne de trésorerie des Thermes. Elle ajoute qu'elle n'a rien dit sur le moment, mais elle s'est penchée sur le dossier par la suite. Logiquement, une ligne trésorerie n'est pas budgétaire. Elle demande la raison pour laquelle les 800 000 euros qui étaient pour les Thermes se retrouvent dans le budget de la Ville.

M. le Maire répond que c'est pour cette raison que cela devient budgétaire.

Mme CAU indique que logiquement, lorsque le contrat a été signé, une ligne de trésorerie est prise au mois de janvier et est remboursée automatiquement, ce n'est pas budgété. Il s'agit, de plus, des comptes de la classe 4 et 5. Cela signifie que la mairie ne va pas rembourser cette ligne de trésorerie.

M. le Maire répond que les Thermes ferment leurs activités au 31 décembre. Cette ligne de trésorerie doit être remboursée.

Mme CAU confirme qu'elle doit être remboursée avant le 31 décembre. Elle indique que si la ligne de trésorerie n'est pas remboursée, il faut la consolider, cela signifie que cela devient un emprunt alors que la mairie la considère comme une créance.

M. Gilles TONIOLO indique qu'elle ne peut être consolidée dans le budget thermal.

Mme CAU le confirme. Elle pense qu'il faut réfléchir sur le fait que cela doit être remboursé avant la fin d'année, quitte à avoir un déficit de fonctionnement que la Ville prendra en charge. Cela serait plus simple plutôt que d'avoir une créance. Elle pense qu'il est préférable de rembourser la ligne de trésorerie.

M. le Maire souligne qu'il faut que la trésorerie de la Ville le permette.

Mme CAU ajoute que la Ville est obligée de prendre à sa charge, éventuellement, le déficit des Thermes. Elle estime que le montant de 800 000 euros impacte le budget de la Ville. De plus, les 800 000 euros ont été financés par l'emprunt, cela donne un emprunt de 1 600 000 euros en tout alors qu'il aurait pu être de 800 000 euros seulement. Elle pense qu'il faut y réfléchir.

M. Gilles TONIOLO indique qu'il comprend la question, mais pas la fin, cette dépense existe. Concrètement le besoin est bien de 1 700 000 euros.

Mme CAU souligne que c'est parce que le budget a aussi les 800 000 euros des Thermes en plus. L'objectif est de rembourser en priorité cette ligne de trésorerie.

M. le Maire explique que prudemment, il est prévu 800 000 euros mais il faut voir comment cela évolue.

Mme CAU indique qu'une créance a été constatée, mais elle n'appartient pas à la Commune mais aux Thermes.

M. Gilles TONIOLO rapporte qu'il a rencontré M. le Préfet il y a quelques jours qui a fait regarder ce sujet par ses services et il n'a rien trouvé à redire.

M. Louis FERRE indique que cela revient à la consolider sur le budget de la Ville puisqu'elle est transformée en emprunt. Il s'agit d'une consolidation qui ne dit pas son nom.

M. Gilles TONIOLO se demande ce que l'on fait autre que consolider lorsque, les années précédentes, le budget municipal a abondé le budget thermal.

M. Louis FERRE précise que la gestion des lignes de trésorerie répond à une réglementation qui est stricte. Il avoue avoir du mal à comprendre le mécanisme qui permet de consolider une ligne de trésorerie sans le dire.

M. le Maire indique qu'il a bien reçu la demande, mais il attendait les réponses officielles de la préfecture et de Mme la trésorière. Apparemment c'est ainsi que cela va se passer.

Mme Michèle CAU indique que lors de la consolidation de la ligne de trésorerie, le budget n'est pas autant impacté, car sur le compte 16 il y a la totalité de la somme empruntée, mais en dépenses, il n'a que l'échéance d'emprunt.

M. le Maire indique qu'il aimerait bien ne pas avoir à rembourser cette ligne.

M. le Maire remercie les élus

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 48.